

le prolétaire

M2414 - 480 - 1 €

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

Autres publications:
« programme communiste »
Revue théorique
« il comunista »
Journal bimestriel en italien
« el programa comunista »
Revue théorique en espagnol

Journal bimestriel
No 480
Mars - Juin 2006
43^e année - Un expl.: 1 €, 3 FS, £1,
40 DA, 7 DH, 800 F CFA

DANS CE NUMERO

- Pour la reprise générale de la lutte de classe! Pour la révolution communiste internationale!
- Non au CPE! Riposte de classe aux attaques capitalistes!
- Contre le CPE et toutes les attaques bourgeoises, une seule solution: la lutte de classe anti-capitaliste!
- Sur le fil du temps. Homicide des morts
- Vague de grèves dans les Emirats Arabes Unis
- La grève des marins d'Irish Ferries
- A bas l'intervention militaire française au Tchad

Solidarité de classe avec les travailleurs immigrés et les sans-papiers!

La loi dite «CESEDA» que la propagande gouvernementale présente comme étant celle de «l'immigration choisie» représente une nouvelle et intolérable aggravation des attaques anti-immigrés dont sont coutumiers les dirigeants français. Il s'agit en gros d'adapter davantage l'immigration aux besoins économiques du capitalisme français en freinant la venue d'étrangers non utiles d'un point de vue économique, c'est-à-dire **non exploitables**, comme les conjoints ou membres de la famille. La loi ne fait que s'ajouter aux mesures anti-immigrés déjà en acte, aux rafles, aux expulsions où Villepin et Sarkozy ont rivalisé dans leurs passages successifs au ministère de l'Intérieur. Pas plus que ces prédécesseurs le gouvernement actuel n'entend supprimer l'immigration ni les sans-papiers: des secteurs entiers de l'économie, depuis l'agriculture jusqu'à la confection en passant par le bâtiment ont besoin de la main d'oeuvre docile par force que sont les sans-papiers, tandis que les travailleurs immigrés en général constituent une fraction importante de la classe ouvrière industrielle. En raison de la faible natalité des pays européens, les économistes ont établi que le recours aux prolétaires d'origine étrangère s'imposera de façon toujours plus grande à l'avenir. Ces prolétaires ont en outre l'avantage de n'avoir rien coûté en frais d'éducation et de croissance!

La pression et la répression contre cette fraction importante de la classe ouvrière est une des armes classiquement utilisées par les bourgeoisies impérialistes, et en particulier la bourgeoisie française, pour **affaiblir toute la classe**: la concurrence de travailleurs dont la condition précaire ne permet pas de se défendre, permet aux capitalistes de faire pression sur les travailleurs nationaux. En outre les patrons utilisent en toute conscience la division entre prolétaires de différentes nationalités et races pour empêcher les luttes. La division entre français et étrangers et le racisme qui en est la conséquence est un des piliers les plus constants et les plus solides

(Suite en page 4)

Pour l'organisation indépendante de classe Les leçons des luttes du printemps

Lors de la révolte des banlieues de cet automne, nous écrivions que elle était l'**annonce de futures tempêtes sociales**. Il n'a pas fallu attendre bien longtemps pour voir se vérifier cette prévision.

Les luttes de ce printemps ont entièrement confirmé notre analyse: les contradictions sociales qui ne cessent de s'aiguïser depuis des années déterminent à un certain moment des flambées de lutte, des explosions sociales, qui ouvrent à leur façon la voie difficile de la reprise de la lutte de classe. Les révolution-

L'ampleur de la vague de luttes qui s'est déclenchée autour du CPE témoigne à la fois de l'aggravation des antagonismes sociaux et du fait qu'en dépit de son usure réelle et à long terme irrémédiable, le système de contrôle social mis en place depuis des lustres et entretenu en permanence par la bourgeoisie, fonctionne toujours avec une parfaite efficacité. Voyons les choses d'un peu plus près.

La promulgation du CPE et de l'ensemble de la loi dite «Egalité des chances» dont il était la mesure phare (même si elle comporte d'autres mesures anti-ouvrières comme le travail des jeunes à partir de 14 ans ou de nuit, les menaces sur les Allocations familiales, etc.) était la suite logique du CNE, celui-ci s'adressant aux travailleurs des petites entreprises sans limite d'âge, celui-là aux nouveaux embauchés de moins de 26 ans, quelle que soit leur entreprise. Ces deux mesures partielles s'inscrivent dans la tendance générale à accroître la pression capitaliste sur les prolétaires en supprimant ou en réduisant les petites concessions que les capitalistes leur avaient faites pour acheter la paix sociale

naires marxistes doivent les comprendre et les apprécier à leur juste valeur dans leur dynamique historique, sans les «condamner» au nom de schémas abstraits d'une lutte prolétarienne pure ni les encenser en l'état en y prenant pour ce qu'elles ne sont pas et ne peuvent pas être aujourd'hui. La reprise prolétarienne, qui s'accompagnera inévitablement de la tendance à **s'organiser en parti** de classe, n'est encore qu'une perspective lointaine, tant restent forts les obstacles sur cette voie comme les dernières luttes l'ont montré une fois de plus.

à l'époque de la prospérité économique.

Dans tous les pays, la classe dominante est contrainte d'accroître continuellement le degré d'exploitation des prolétaires afin de préserver ses profits face à une concurrence toujours plus vive sur le marché mondial. Même la classe ouvrière des pays capitalistes les plus puissants, autrefois relativement «protégée» au point que les réformistes et les idéologues de la bourgeoisie pouvaient lui faire croire qu'elle faisait désormais partie des «classes moyennes», subit de plein fouet cette évolution et se retrouve de plus en plus replacée dans la situation typique du prolétariat selon le marxisme: la précarité de toutes ses conditions de vie et de travail. Le premier ministre n'avait pas fait mystère de son intention d'aller, après le CNE et le CPE, vers le contrat unique demandé par le patronat qui signifie la fin des CDI; on connaît la formule de Parisot, la présidente du MEDEF: «L'amour, la vie sont précaires, pourquoi le travail ne le serait-il pas?»: Pour les bourgeois ce qui ne doit pas être précaire mais garanti à tout prix, ce sont leurs profits, leur

système économique et leur domination sur la société!

Comme les attaques frontales risquent d'entraîner des réactions peu contrôlables, la tactique classique des gouvernements est d'y aller par petits bouts, quitte à se voir reprocher leurs hésitations ou leur manque de volonté (reproche fait en particulier aux gouvernements français non seulement par une partie de la bourgeoisie internationale, mais aussi par certains politiciens en France qui préconisaient une stratégie de «rupture»): Le gouvernement actuel a voulu faire preuve à la fois de volonté et de prudence: il a promulgué ses mesures de façon autoritaire, sans prendre la peine de se couvrir du côté syndical, mais les a saucissonnées. Le CNE étant passé sans difficultés (après sa promulgation pendant l'été, les syndicats se sont contentés d'organiser une journée de mobilisation bidon), il a pensé faire de même pour le CPE, estimant que «seuls les gauchistes se mobiliseraient» (déclaration de Villepin à

(Suite en page 2)

En 1936, le Front Populaire au secours du capitalisme français

Le mouvement de lutte contre le CPE a conduit à un rapprochement des diverses forces réformistes, syndicales ou politiques, à la fois pour prévenir dans l'immédiat tout débordement de la lutte en cours, et à plus long terme pour stériliser la montée du mécontentement qu'elle a révélée en donnant quelques couleurs à la perspective électorale d'une nouvelle union de la gauche. Vieille perspective, qui a servi

Nous n'entendons pas revenir ici sur la genèse du Front Populaire, sur le tournant que cette orientation nouvelle a représenté pour le PCF, un parti qui se proclamait encore communiste et internationaliste, un parti né pour combattre dans la classe ouvrière l'emprise du réformisme démocratique et patriotique qui avait entraîné les prolétaires dans la boucherie impérialiste au nom de l'**union sacrée** entre les classes (1). Il suffira de rappeler que si le 15 mars 1935, Maurice Thorez, son secrétaire général déclarait dans un discours au parlement: «*Nous ne permettrons pas qu'on entraîne la classe ouvrière dans une guerre de défense de la démocratie contre le fascisme*» (une telle guerre n'étant en réalité rien d'autre qu'une guerre interimpérialiste), moins d'un mois plus tard il fallait dire l'inverse. En effet l'URSS venait de signer avec Laval, chef du gouvernement français et futur dirigeant fasciste un «traité d'assistance» entre les deux Etats, où il était

maintes fois à endormir le prolétariat et à étouffer ses luttes, y compris les plus grandioses! Les hasards du calendrier font que les laquais du capitalisme que sont les réformistes, ces adversaires irréductibles de la révolution prolétarienne, célèbrent ces jours-ci ce qui reste l'une de leurs plus graves marques d'infamie: le Front Populaire de 1936 et sa trahison des attentes ouvrières.

précisé: «*Monsieur Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sécurité*». Ce ralliement définitif au patriotisme était scellé le 14 juillet 1935 lors d'un grand «rassemblement populaire» où les dirigeants du parti socialiste, du parti communiste et du parti radical (le grand parti bourgeois du centre) prononçaient cet écoeurant serment qui signifiait l'enterrement de la lutte de classe: «*Nous faisons le serment de rester unis pour défendre la démocratie, pour désarmer et dissoudre les ligues factieuses, pour mettre nos libertés hors d'atteinte du fascisme. Nous jurons en cette journée qui fait revivre la première victoire de la République, de défendre les libertés démocratiques conquises par le peuple de France, de donner le pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse et, au monde, la grande paix humaine*».

Face à la perspective toujours plus pressante d'une nouvelle guerre mondiale, le gouvernement de l'URSS qui avait cessé d'être prolétarien et l'Internationale communiste à ses ordres ne pouvaient réagir en reprenant les orientations révolutionnaires de Lénine (défaitisme révolutionnaire) et en attisant la lutte de classe, mais en suivant la voie directement opposée: soutien au militarisme des pays alliés et adhésion à une nouvelle union sacrée en vue de la guerre. Encore fallait-il faire accepter cette nouvelle orientation à un prolétariat où existaient des traditions antimilitaristes que le PCF lui-même (avec plus ou moins de bonheur) avait entretenues et propagées, par exemple lors de l'occupation de la Ruhr en 1923 ou lors de la guerre du Rif en 1925. Ce fut l'oeuvre du Front Populaire, qui réussit à canaliser politiquement la grande poussée ouvrière dans

(Suite en page 4)

Pour l'organisation indépendante de classe

Les leçons des luttes du printemps

(Suite de la page 1)

Chèreque, le patron de la CFDT, selon ce dernier).

Mais la réaction des étudiants a été sans aucun doute plus forte qu'il ne le prévoyait et en quelques semaines la mobilisation s'est généralisée, touchant toutes les universités et se propageant même aux lycéens. La puissance et la détermination de cette mobilisation sur un thème qui ne regardait pas spécifiquement les étudiants en tant que futurs cadres, spécialistes ou techniciens au service de la bourgeoisie, mais en tant que futurs salariés, c'est-à-dire qui intéressait au premier chef la classe ouvrière, était grosse de dangers.

L'entrée en action des organisations collaborationnistes, des grands et moins grands appareils syndicaux, professionnels de l'éternelle négociation entre «partenaires sociaux», devenait indispensable pour contrôler la situation avec ces pseudo-initiatives d'action (qui ne sont rien d'autre que des soupapes de sécurité) dont ils ont le secret. Oubliant leurs querelles de boutique pour se constituer, sous la houlette de fait de la CFDT (tout un symbole!) en véritable front unique du maintien de l'ordre (dont la traduction pratique a pu se constater par l'accord pour le flicage des manifs par des flics en civils et la collaboration du SO CGT avec les CRS), les syndicats ont voulu aussi démontrer à la bourgeoi-

sie leur rôle irremplaçable dans la gestion de l'antagonisme social et donc dans la conduite des «réformes» anti-ouvrières, contrairement à ce que croyait un Villepin. Si révolutionnaires qu'ils se disent, tous les courants et groupes qui avançaient comme perspective l'appel aux directions syndicales (ou la «pression» sur elles) pour qu'elles décrètent la grève générale n'ont fait que contribuer à cette manœuvre conservatrice. Même si elles organisaient une grève générale, comme elles l'ont fait dans le passé, ce ne serait que dans un objectif antiprolétarien.

Le nombre important de manifestants et même des grévistes aux journées d'action après la mi-mars contraignirent les syndicats à parler le 18 mars d'un «ultimatum» au gouvernement avec la menace plus ou moins implicite de la grève générale si le CPE n'était pas retiré. Cette grossière comédie avait pour but de mettre de façon définitive le sort du mouvement entre leurs mains et d'en limiter l'objectif au seul CPE (mesure que le patronat jugeait de peu d'importance) alors que la Coordination nationale des étudiants demandait aussi le retrait de toute la loi «Egalité des chances» et du CNE; or, la Fédération patronale des PME ne voulait surtout pas qu'on touche à ce CNE...

Les semaines qui suivirent virent le maintien «surprenant» de la mobilisation (autour de 3 millions de manifestants pour les deux dernières journées d'action): un nombre im-

portant de prolétaires avait compris qu'au-delà d'une mesure partielle, c'étaient leurs conditions de vie et de travail qui étaient en jeu, et qu'ils n'étaient pas prêts à se laisser faire sans réagir. Des voix de plus en plus nombreuses se faisaient alors entendre parmi les politiciens bourgeois de droite et de gauche comme parmi les patrons pour estimer que les risques d'un affrontement social ouvert devenaient de plus en plus grands. De même le danger que l'agitation débouche sur une nouvelle explosion des banlieues a également pesé, à en croire les journaux citant diverses sources policières sur la détérioration rapide du climat social dans les quartiers les plus chauds.

Le gouvernement n'avait pas voulu céder pour ne pas remettre en cause les attaques capitalistes futures, pour ne faire la démonstration devant les travailleurs que **la lutte et seule la lutte** paye. Il fut finalement obligé de reculer pour préserver la paix sociale, pour ne pas «déchirer le tissu social» selon la formule expressive de Parisot. Les syndicats décrétèrent alors aussitôt la fin du mouvement, entérinant sans hésitation le maintien du CNE et de la loi «Egalité des chances»...

Cette capacité des directions syndicales à contrôler un mouvement d'une si grande ampleur numérique est la démonstration de la faiblesse persistante du prolétariat en dépit de son mécontentement croissant: inconscient de sa force potentielle immense (puisque c'est lui qui fait fonctionner toute l'organisation sociale), il remet son sort à d'autres, qui ne sont que des faux amis. Tant qu'il continuera comme aujourd'hui à faire confiance à ces faux amis et vrais ennemis que sont les appareils et les partis collaborationnistes, le prolétariat ne pourra pas véritablement résister aux patrons et à leur Etat, il restera écrasé, opprimé et

exploité.

Mais le prolétariat ne pourra concrétiser sa force potentielle que dans la mesure où il réussira à s'**organiser**, sur ses bases propres, indépendamment des influences, des orientations et des pratiques bourgeoises, collaborationnistes, réformistes, légalistes; autrement dit sur des **bases de classe**, sur des bases anticapitalistes, aussi bien pour la lutte quotidienne de défense contre les patrons que pour la lutte politique révolutionnaire contre le système capitaliste. La leçon fondamentale des luttes de ce printemps est que sans une organisation et une direction de classe, les mobilisations de millions de personnes, les luttes les plus massives, seront toujours inévitablement récupérées, détournées et finalement réduites à l'impuissance.

Cela ne signifie pas que toutes les luttes sont condamnées d'avance à l'échec, qu'il n'a rien à faire tant que ne se sont pas reconstituées des organisations de classe et l'état-major qui les guide, le véritable parti communiste, révolutionnaire et internationaliste; mais cela veut dire que toutes les luttes pour être victorieuses doivent se libérer de la domination collaborationniste, réformiste (que ce soit celle des partis et syndicats traditionnels ou de leurs concurrents d'extrême gauche) et se donner des orientations et une direction classistes; cela veut dire que c'est au feu de cet affrontement politique et pratique avec la bourgeoisie et son allié le collaborationnisme que les éléments d'avant-garde ressentiront le **besoin du parti** en même temps que la possibilité réelle de travailler à sa reconstitution.

Dans la période qui vient le système démocratique bourgeois va être utilisé à plein pour détourner les prolétaires des luttes avec la diversion de la farce électorale. Tandis que dans le camp gouvernemental les luttes de clans font rage, déjà l'ultrapourri PS a repris des couleurs et le moribond PC est saisi de frémissements; l'«extrême gauche» dont les commentateurs bourgeois s'étonnent du «silence» dans les luttes du printemps parce qu'elle était à la remorque des réformistes traditionnels, s'engouffre dans la perspective fumeuse d'une nouvelle union de la gauche (pas seulement la LCR: même LO participe de plus en plus à des initiatives «unitaires»).

Toute cette agitation politicienne ne concerne en rien les prolétaires. Elle n'est en dernière analyse qu'un rideau de fumée à l'abri duquel la bourgeoisie fourbit ses attaques, réorganise son dispositif politique et se prépare à défendre au mieux ses intérêts de classe. De grandes luttes sont tôt ou tard inévitables.

Les militants d'avant-garde doivent le savoir et s'y préparer en travaillant pour la réorganisation classiste du prolétariat.

LE PROLÉTARIAT EST RÉVOLUTIONNAIRE OÙ IL N'EST RIEN!

(Nous reproduisons ci-contre les tracts distribués lors du mouvement)

Pour la reprise générale de la lutte de classe ! Pour la révolution communiste internationale !

Après avoir juré qu'il ne le modifierait ni ne le retirerait, Villepin a été contraint de supprimer le CPE qui livrait complètement les jeunes à l'arbitraire des patrons, ceux-ci bénéficiant en outre de l'exonération des charges sociales! C'est non seulement la **mobilisation** et la **combativité** des étudiants et des lycéens, mais aussi la **participation massive** des travailleurs aux journées d'action qui ont poussé le gouvernement à ce recul; inquiets du danger de nouvelles explosions de colère dans les banlieues et redoutant une extension de la lutte à toute la classe ouvrière, politiciens bourgeois de droite et de gauche, bureaucrates syndicaux, grands capitalistes et dirigeants patronaux ont convaincu Villepin de lâcher du lest, pour ne pas risquer de «*déchirer le tissu social*» (dixit la dirigeante du MEDEF), c'est-à-dire le dense réseau de collaboration de classe qui enchaîne le prolétariat au système capitaliste. En cédant sur le CPE, le gouvernement a **sauvé l'essentiel** de sa loi antiprolétarienne sur «l'Egalité des chances» et le CNE (que les patrons voulaient absolument maintenir, alors que le CPE leur paraissait d'un moindre intérêt) que jeunes et travailleurs adultes combattaient, et il a évité que sa future loi anti-travailleurs immigrés soit mise en cause.

Si le gouvernement s'en est finalement tiré à bon compte en dépit du rapport de forces établi par les millions de manifestants et les dizaines de milliers de jeunes en lutte, c'est grâce aux **directions syndicales** qui malgré leurs déclarations (et leurs pseudo ultimatums!) se sont empressées d'aller négocier la fin du mouvement dont elles avaient pris la tête. Elles avaient déjà accepté dans les manifestations la présence massive de policiers en civils (quand leur service d'ordre, comme celui de la CGT, ne collaborait pas directement avec la police!) chargés comme ceux en uniforme de réprimer violemment tous ceux qui voulaient troubler l'«ordre public». En dépit de leurs rivalités de boutique, les appareils syndicaux, financés pour l'essentiel par les

institutions bourgeoises, sont tous d'accord pour défendre le mode de production, les entreprises et l'Etat capitalistes: leur unité est celle d'**adversaires de la lutte de classe** !

ROMPRE AVEC LE REFORMISME ET LA COLLABORATION DES CLASSES

La politique suivie par le gouvernement n'est pas due à la méchanceté particulière d'un Villepin ou d'un Chirac: ce sont les **intérêts bourgeois**, la **course frénétique au profit** dans le cadre d'une **concurrence inter-capitaliste** toujours plus vive, qui dictent l'orientation des partis, la politique des gouvernements et des Etats, et non les **chiffons de papier** des bulletins de vote. On ne peut combattre ces politiques et leurs conséquences lorsqu'on a renoncé à combattre le capitalisme. C'est pourquoi les partis, syndicats et organisations réformistes de gauche ou d'«extrême-gauche», ne peuvent que s'opposer au développement de la **lutte indispensable** aux prolétaires pour se défendre, condamner les «excès» violents des révoltes qui éclatent, faire miroiter les **illusoires alternatives électorales** en prétendant que ce serait le moyen d'arriver ou de revenir (!) à un capitalisme non «libéral», humain, pacifique et social. Ces partis et organisations qui avant-hier, lors des gouvernements de gauche, ont renié toutes leurs promesses aux prolétaires, qui hier ont massivement soutenu le principal candidat bourgeois, Chirac (élu à 80%), qui ont aujourd'hui **sauvé la mise** du gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy, continueront demain à **trahir les travailleurs** qui leur feraient confiance et à obéir respectueusement aux exigences capitalistes camouflées derrière les slogans creux de la défense de l'«économie nationale», de l'«entreprise», de la «République» ou de la «démocratie».

Pour ne pas être condamné à subir l'aggravation constante de l'exploitation, de l'oppression et de la répression capitalis-

tes, il faut rompre avec le réformisme, avec ses méthodes et ses pratiques paralysantes de négociation entre «partenaires sociaux», c'est-à-dire de **collaboration entre les classes**. Comme les étudiants et les lycéens l'ont montré, il est possible de se défendre contre les attaques capitalistes, contre la détérioration des conditions de vie et de travail, en se lançant dans une **lutte véritable**; ce qui signifie revenir aux méthodes, aux moyens de la lutte prolétarienne classiste, fondée sur la **défense exclusive des intérêts de classe**, indépendamment et contre tous les intérêts bourgeois; sur l'**unité dans la lutte** des travailleurs par delà les divisions de corporation, de sexe, d'âge, de race, de nationalité ou d'entreprise; sur la rupture avec les préjugés individualistes, légalistes, pacifistes ou démocratiques: la lutte entre les classes est une question de **force** et non de droit ou de morale; sur l'**organisation indépendante de classe**, indépendamment et contre les influences collaborationnistes, aussi bien pour mener la lutte de défense quotidienne contre les patrons et leur Etat que pour se lancer demain dans la lutte révolutionnaire contre le capitalisme.

Non au CNE et à la loi sur l'«Egalité des chances»! Embauche définitive des travailleurs temporaires, suppression des CDD, des «petits boulots», salaire intégral aux chômeurs et aux précaires! Revalorisation de tous les minima sociaux, relèvement substantiel des salaires à commencer par les plus faibles! Non à la loi CESEDA sur l'immigration! Régularisation de tous les sans papiers! Abrogation de toutes les lois anti-ouvrières! Amnistie pour les manifestants anti-CPE et les jeunes condamnés lors de la révolte des banlieues!

Pour la reprise générale de la lutte de classe, pour la révolution prolétarienne internationale, pour la reconstitution du parti communiste mondial !

(01/05/2006)

« Il Comunista »

n° 99 (Bimestrale) Febbraio 2006
Nell'interno

- Caravanserraglio elettorale • Il nuovo accordo sul contratto dei Metallmeccanici • Movimenti di lotta del napoletano. I nodi vengono al pettine • Sulla questione parlamentare e sulle ragioni del nostro astensionismo (III) • Ales di Napoli: la vicenda ha un seguito) • Proletari nella morsa del fanatismo religioso e delle strumentalizzazioni politiche • Implacabile amianto • Vertenza FINMEK • Sulle lotte degli operai alla Finmek • Le battaglie della Sinistra comunista (4) 1923. Il processo ai comunisti in Italia • Coerente lotta politica e teorica della Sinistra comunista, dalla fondazione del partito comunista d'Italia nel 1921, ad oggi. Il compito del nostro partito • Il mondo dopo la seconda guerra imperialistica

Non au CPE ! Riposte de classe aux attaques capitalistes!

Avec le prétexte mensonger de lutter contre le chômage, le gouvernement, avec son Contrat Première Embauche, s'attaque ouvertement aux jeunes travailleurs: ils seront livrés légalement à l'arbitraire patronal, alors que les patrons qui pourront les licencier du jour au lendemain seront exemptés des charges sociales, c'est-à-dire du «salaire indirect», la part du salaire qui n'est pas payé au travailleur mais est redistribué par les institutions sociales.

Le CPE est en fait dérivé du CNE qui ne concerne que les embauches de travailleurs sans distinction d'âge par les petites entreprises, instauré cet été. Un rapport officiel vient de confirmer, s'il en était besoin, que le CNE n'a pas contribué à réduire le chômage (dont les chiffres repartent à la hausse en dépit de tous les tripatouillages des indices), mais qu'il a réellement précarisé ceux qui étaient embauchés sous ce contrat! Les patrons, par la voix de la présidente du MEDEF, ne font pas mystère que leur objectif est d'augmenter l'exploitation des prolétaires en généralisant la précarité et l'insécurité. Après les attaques sur la sécu, les retraites, ce sont les anciennes dispositions du Code du travail réglementant l'exploitation capitaliste en limitant quelques uns de ses excès afin de préserver la paix sociale, qui leur paraissent maintenant être d'intolérables concessions aux travailleurs.

Parallèlement le gouvernement renforce une nouvelle fois la pression sur les **travailleurs immigrés et leurs familles**, non seulement par des lois iniques, mais en les désignant implicitement comme des perturbateurs, voire des terroristes en puissance, bref en les soumettant un peu plus encore aux harcèlements policiers. Il s'agit d'affaiblir toute la classe ouvrière en s'en prenant à sa fraction la plus faible, mais aussi de la paralyser en attisant par tous les moyens le racisme qui la divise.

Le CPE et toutes ces attaques s'inscrivent dans la **tendance générale du capitalisme** à plier la force de travail à ses moindres exigences, à en faire, y compris dans les grands pays capitalistes riches qui dominent la planète, une main d'oeuvre **taillable et corvéable à merci**. Les difficultés économiques actuelles du capitalisme qui se manifestent par l'aggravation de la concurrence sur le marché mondial et se traduisent par des heurts croissants entre Etats (y compris au sein de l'Europe: voir les rivalités sur la question des OPA entre la France et l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne, etc.), font que **dans tous les pays**, les capitalistes s'attaquent à leurs travailleurs pour maintenir ou accroître leurs profits; en Allemagne, par exemple, les différents gouvernements (de gauche ou d'union droite-gauche), après s'être atta-

qués aux retraites, veulent maintenant imposer l'allongement de la durée de travail sans augmentation de salaires!

POUR UNE RIPOSTE DE CLASSE AUX ATTAQUES CAPITALISTES !

Face à cette offensive capitaliste qui, morceau par morceau, mais inexorablement, s'attaque aux conditions de vie et de travail des prolétaires, il n'y a pas d'autre moyen de résister et de vaincre, que la **lutte véritable**. Ce n'est pas par des actions parlementaires, par les chiffons de papier des bulletins de vote (à quoi a servi le non au référendum?), mais seulement par la mobilisation, la lutte ouverte et la grève qu'il est possible de faire reculer le gouvernement et les patrons. Pour cela il ne faut pas compter sur les partis de gauche qui lors qu'ils étaient au gouvernement ont eux aussi multiplié les mesures anti-ouvrières, généralisé les «petits boulots» et ouvert en grand les portes à la précarité. Mais il ne faut pas compter davantage sur les directions syndicales qui ont fait échouer les luttes sur les retraites ou qui l'année dernière ont fait avorter la mobilisation des travailleurs en la détournant dans l'impasse du référendum. Entièrement acquises à la **collaboration entre les classes** et à la **défense du capitalisme national**, elles continuent à faire la seule chose qu'elles savent et peuvent faire: le **sabotage** de la mobilisation et de la lutte. Fixer comme objectif, comme le font la plupart des groupes d'extrême gauche, de les pousser à la lutte, revient à mieux leur permettre d'**étrangler le mouvement**.

La seule solution, c'est le retour **aux méthodes et aux moyens de la lutte de classe**, en rupture avec toutes les orientations conciliatrices avec des intérêts capitalistes; c'est **l'union dans la lutte entre travailleurs de toute catégorie**, entre jeunes et vieux, précaires et employés stables, hommes et femmes, français et immigrés; c'est **l'organisation** pour la lutte sur des bases classistes, indépendamment des appareils de professionnels de la paix sociale et de la collaboration entre les classes. Les prolétaires qui produisent toutes les richesses de la société, ont entre les mains la force de faire échec à toutes les attaques bourgeoises, dès lors qu'ils entrent en lutte sur leurs propres bases de classe et avec leurs **organisations de classe**.

Et alors, ils auront aussi la force, guidés par leur véritable parti de classe reconstitué, de renverser cette infâme société capitaliste où s'engraisse une minorité impudente de bourgeois tandis que les masses énormes de l'humanité ne connaissent que chômage, exploitation, misère et guerres.

(02/03/2006)

Contre le CPE et toutes les attaques bourgeoises, une seule solution: la lutte de classe anti-capitaliste!

Prolétaires, camarades !

A la mobilisation, aux grèves, aux blocages et aux manifestations contre le CPE, les autorités ont répondu par la **répression policière bestiale**, par les **mensonges** les plus éhontés et le **mépris** le plus total envers les jeunes en lutte: rien d'étonnant car le CPE et toute la loi dite sur «l'Égalité des chances» ne les considèrent que comme de la **chair à exploitation** qui n'a que le droit de subir. Si le gouvernement a jusqu'ici affiché autant de détermination à ne pas accepter de supprimer, modifier ou dénaturer le CPE, c'est qu'au delà même de cette mesure partielle, l'orientation générale de sa politique est de renforcer et d'élargir les attaques à **tous les travailleurs**. Villepin n'a pas caché que, comme le veut le MEDEF, les attaques suivantes porteront sur les CDI et sur les différentes réglementations du Code du Travail - timides limites à l'arbitraire patronal autrefois concédées pour maintenir la paix sociale - que le patronat trouve aujourd'hui intolérablement «rigides». C'est pourquoi les grands patrons qu'il a réunis à Matignon l'ont encouragé à ne pas céder pour ne pas risquer de compromettre ces futures «réformes»: la «flexibilité», c'est-à-dire la **soumission** la plus complète des prolétaires aux exigences de l'**exploitation capitaliste** doit devenir la règle!

L'attaque en cours contre les jeunes vient immédiatement après la **répression de la révolte des banlieues** contre les crimes policiers, et qui s'accompagne d'une nouvelle aggravation des mesures **contre les travailleurs immigrés et les sans-papiers**. Elle s'inscrit dans une offensive bourgeoise qui se poursuit depuis des années sous des formes diverses, **quel que soit le gouvernement**: ce sont des gouvernements de gauche qui ont institué les petits boulots sous-payés et annualisé le temps de travail (avec les 35 heures), etc. Cette offensive se déroule dans tous les pays - et elle provoque de plus en plus les réactions de lutte des prolétaires. En Allemagne, les employés de la Fonction Publique régionale sont en grève depuis des semaines contre l'augmentation de leur temps de travail sans augmentation de salaire, tandis que le gouvernement de coalition socialiste-démocrate chrétien prépare des mesures semblables au CPE (après que le gouvernement socialiste-vert ait déjà fait passer toute une série de mesures anti-prolétariennes). Il ne s'agit pas d'une mauvaise politique qui serait due à la méchanceté du gouvernement de droite; ce sont les besoins du capitalisme qui dictent aux politiciens de droite ou de gauche, **tous également défenseurs de ce système fondé sur l'exploitation et l'oppression**, leur orientation. C'est **contre le capitalisme et contre tous ses serviteurs** qu'il faut se battre!

Prolétaires, camarades !

Les étudiants et lycéens qui par dizaines et dizaines de milliers luttent dans tout le pays contre le CPE démontrent qu'il est possible de surmonter l'impuissance et la résignation, qu'il est possible de résister aux capitalistes et à leur Etat: **seule la lutte paie!** Mais à condition qu'il ne s'agisse pas d'un simulacre de lutte et qu'elle ne soit pas contrôlée par les saboteurs professionnels que sont les **directions syndicales** ou les **partis de gauche**, ces **défenseurs fanatiques de l'ordre bourgeois** qui ont fait échouer tous les mouvements qu'ils ont pu diriger. Ils font tout ce qui leur est possible pour faire échouer la lutte actuelle - et d'abord pour éviter sa généralisation - avec leurs rituelles «journées interprofessionnelles d'action» soupapes de sécurité: à l'opposé d'une réelle mobilisation, elles ne servent qu'à épuiser le mouvement pour pouvoir mieux le faire avorter.

Pour résister il n'y a pas d'autre choix que de prendre ses luttes en main, que de s'organiser pour la lutte indépendamment de toutes les organisations réformistes et collaborationnistes en adoptant des méthodes de lutte véritables: union de tous les prolétaires, jeunes ou vieux, travailleurs, précaires ou chômeurs, français ou étrangers, par dessus toutes les différences de corporation, d'entreprise, de sexe ou de race; grèves illimitées dirigées par des comités de grève élus et révocables, avec occupation, blocages, piquets de grève, etc., recherche et organisation de la solidarité avec les autres prolétaires et de l'extension de la lutte. Ce retour à la **lutte de classe prolétarienne** est une nécessité vitale pour faire échec aux attaques bourgeoises. Elle est aussi la condition pour passer demain de la défense à l'attaque, c'est-à-dire à la lutte pour la **révolution communiste internationale** par laquelle les prolétaires de tous les pays, guidés par leur **parti communiste mondial**, abattront à jamais le **sanglant mode de production capitaliste** responsable d'innombrables hécatombes.

- Non au CPE, au CNE et à la loi sur l'«Égalité des chances» ! Contre la précarité, embauche définitive des travailleurs temporaires, suppression des CDD, salaire intégral aux chômeurs ! Revalorisation de tous les minima sociaux! Régularisation des sans-papiers! Abrogation de toutes les lois anti-ouvrières ! Amnistie pour les manifestants et les jeunes condamnés après la révolte des banlieues !

Pour la lutte de classe prolétarienne ! Pour la révolution communiste internationale !

(23/03/2006)

En 1936, le Front Populaire au secours du capitalisme français

(Suite de la page 1)

une adhésion totale à l'antifascisme démocratique, le préparant ainsi politiquement et idéologiquement à la participation à la guerre mondiale. Et parmi les partis du Front Populaire, le PCF, en raison de la confiance dont il jouissait parmi les couches ouvrières les plus combattives, pouvait seul réussir à mener jusqu'au bout cette oeuvre antiprolétarienne, lui seul pouvait assurer les fondements d'une union nationale, pro-capitaliste, pro-impérialiste et belliciste par définition.

Mais ce que les politiciens du Front Populaire n'avaient pas prévu, c'est que la victoire électorale allait déclencher une vague de grèves sauvages. Encouragé par la victoire électorale de ce qu'ils considéraient comme «leurs» partis, les ouvriers se sentirent assez forts pour entrer directement en lutte contre un patronat qui depuis une quin-

zaine d'années avaient multiplié ses exactions. La crise économique aggravée par la politique déflationniste du gouvernement avait durement frappé les prolétaires: selon les statistiques, le tiers des travailleurs touchaient un salaire inférieur au minimum vital!

Sans attendre le bon déroulement du mécanisme constitutionnel, sans aucune consigne syndicale ou autre, les grèves avec occupation des entreprises commencèrent dès début mai au Havre, pour la réintégration d'ouvriers licenciés pour avoir chômé le premier mai (2). A la suite du succès de ce premier conflit, les ouvriers de l'aviation de la région parisienne se mettent en grève, «sur le tas» comme on disait alors, le 14 mai, suivis par ceux de Toulouse le lendemain. Le 28 mai la grève éclate chez Renault et les 30.000 ouvriers entraînent à leur suite dès le lendemain la quasi-totalité des industries métallurgiques parisiennes. Au gouvernement Sarraut encore en fonction qui se de-

mande s'il faut employer la force pour déloger les grévistes, les patrons répliquent immédiatement: «Non, surtout pas cela, pas d'usage de la police. Nous risquons le conflit sanglant. C'est du sang qui rejaillira sur nous et cela nous interdira peut-être de reprendre la direction de nos usines». Les patrons de la sidérurgie ont d'autant plus de raison d'éviter un recours à la force que les dirigeants «communistes» affirment au même Sarraut: «Nous obéissons à une double préoccupation; d'abord éviter tout désordre; ensuite obtenir que des pourparlers s'engagent le plus tôt possible en vue d'un règlement rapide du conflit». Le patronat met comme conditions à l'ouverture de ces pourparlers la reprise préalable du travail et la fin des occupations.

Acceptant ces conditions, la CGT (dont la direction est aux mains des staliniens et des socialistes) fait cesser le samedi 30 l'occupation de Renault. Répliquant aux journaux de droite qui évoquent le spectre d'une grève révolutionnaire, le quotidien du PCF, «L'Humanité», écrit le même jour: «les ouvriers parisiens, appliquant une métho-

de nouvelle et pacifique font la grève sur le tas pour vaincre la mauvaise volonté et l'illégal attitude [des patrons]. Pas de violences! Pas de mouvement de rue! De l'ordre, une discipline admirable, pas une déprédation dans l'usine! Le drapeau tricolore fraternise sur l'usine avec le drapeau rouge (...). Non, ni le gouvernement de demain, ni la grève d'aujourd'hui n'ont un caractère révolutionnaire!». Il y a à ce moment près de 70.000 grévistes en région parisienne, et tout le monde s'attend à ce que suivant l'exemple de Renault, les ouvriers reprennent partout le travail dès lundi, jour où devraient commencer les négociations.

Mais c'est au contraire une véritable avalanche d'occupations qui va se produire pendant toute la semaine, gagnant au fil des jours la province qui entre massivement en grève. Le 2 juin la CGT condamne dans un communiqué la séquestration des patrons qui se produit dans différentes entreprises: ils «doivent rester libres d'entrer et de sortir des établissements». Le 3 juin les journaux

(Suite en page 6)

Solidarité de classe avec les travailleurs immigrés et les sans-papiers!

(Suite de la page 1)

de la «politique sociale» de la bourgeoisie, un des moyens les plus efficaces pour paralyser le prolétariat.

La solidarité avec les travailleurs étrangers, le soutien à leurs combats, est donc un besoin de la lutte de tous les travailleurs pour la défense de leurs intérêts de classe, une condition indispensable pour que le prolétariat sorte de sa paralysie et unisse ses forces face aux capitalistes et à leur Etat. L'opposition au **contrôle de l'immigration** que la loi CESEDA entend renforcer encore est une **revendication de classe** et non un souci humanitariste, charitable ou démocratique.

C'est bien évidemment à vider la solidarité avec les prolétaires immigrés et sans-papiers de tout sens de classe que s'emploient toute l'interminable ribambelle d'organisations qui s'est ralliée aux organisateurs du comité «contre l'immigration jetable», les différentes organisations religieuses qui sont intervenues auprès du gouvernement et les partis de gauche. Lorsqu'ils étaient au gouvernement ces derniers ont organisé la répression des sans-papiers (il suffit de rappeler les lois Chevènement ou les charters d'Edith Cresson continués aujourd'hui par les bombardiers d'eau de Sarkozy) et n'ont rien fait pour améliorer la situation des travailleurs immigrés; au contraire le plan Vigipirate instauré sous Jospin et jamais supprimé vise implicitement les immigrés.

Le PS, où Fabius avait avancé démagogiquement l'idée d'une régularisation des sans-papiers, vient de condamner cette perspective, et il s'est même refusé de s'engager à supprimer la loi CESEDA s'il revenait au gouvernement! Le PCF feint de s'engager davantage, mais il appelle à une «mobilisation citoyenne» et pas, qui cela pourrait-il étonner?, à une mobilisation de classe. Surtout c'est au nom des intérêts de la nation qu'il appelle à la mobilisation: «Le gouvernement supprime cet outil d'intégration qu'était la carte de résident et invente, par voie législative, une nouvelle manière de fabriquer des sans-papiers. La conséquence de cette mesure est terrible, non seulement pour les personnes, mais surtout pour le pays!» (communiqué du PCF, 9/2/2006). Il est clair que pour le PCF, les intérêts du pays, de l'économie nationale, sont plus importants que les intérêts des «personnes» sans parler de ceux des prolétaires...

Ces gens-là sont en fait des **adversaires** des prolétaires, français ou immigrés, comme le sont aussi tous ceux qui s'associent avec eux. Ce n'est pas avec eux, mais contre eux, que peut se mener une quelconque action de solidarité avec les travailleurs immigrés, avec les sans-papiers, comme hier avec les jeunes des banlieues. Ce n'est pas à coup de pétitions ou dans les urnes, mais par l'action et la solidarité ouvrières que doit se manifester le soutien aux immigrés et aux sans-papiers.

Solidarité de classe avec les luttes des immigrés et des sans-papiers!

Régularisation de tous les sans-papiers!

Abrogation de toutes les entraves à la circulation des prolétaires, au regroupement familial!

Egalité des droits pour tous les travailleurs!

Non au contrôle de l'immigration!

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ
NOTRE PRESSE
INTERNATIONALE!
«le prolétaire»
«programme communiste»
«il comunista»
«el programa comunista»

Sur le Fil du Temps HOMICIDE DES MORTS

(« Omicidio dei morti », Battaglia Comunista n° 24/1951, 19 décembre 1951)

Cet article de la série des «Fils du Temps» avait été écrit après une catastrophe en Italie: la rupture des digues du Pô qui avait entraîné une terrible inondation. Il s'était avéré que l'entretien des digues était défectueux, alors que des dépenses modestes auraient permis d'éviter une catastrophe incomparablement plus coûteuse. De même hier à la Nouvelle Orléans, les autorités avaient rogné sur les dépenses d'entretien des digues, en dépit des risques connus de catastrophe. Amadeo

En Italie, nous avons une vieille expérience des «catastrophes qui s'abattent sur le pays» et nous sommes passés maîtres dans l'art de les «monter». Tremblements de terre, éruptions volcaniques, inondations, tornades, épidémies... Indiscutablement, les effets sont surtout sensibles sur les peuples pauvres et à haute densité démographique: des cataclysmes souvent bien plus terrifiants que les nôtres peuvent s'abattre sur tous les coins de la terre, les conditions géographiques ou géologiques qui les provoquent ne coïncident pas toujours avec des conditions sociales aussi défavorables. Mais chaque peuple, chaque pays a ses délices: typhons, sécheresses, raz de marée, famines, vagues de chaleur et de gel, inconnus de nous autres, habitants du «jardin de l'Europe». Il suffit d'ouvrir le journal pour trouver inmanquablement des nouvelles de ce genre de catastrophes, des Philippines aux Andes, et de la calotte glaciaire aux déserts africains.

Notre capitalisme est peu important d'un point de vue quantitatif, mais au sens «qualitatif» il est depuis longtemps à l'avant-garde de la civilisation bourgeoise, dont il a produit les plus grands précurseurs lors de l'épanouissement de la Renaissance. Or, comme nous l'avons dit cent fois, il a développé de façon magistrale l'**économie de la catastrophe**.

Il ne nous passe même pas par la tête de verser une petite larme lorsque la mousson emporte des villes entières sur les côtes de l'Océan Indien, ou que la mer, déchaînée par des tremblements de terre sous-marins, les submerge sous un raz de marée; mais pour la basse plaine du Pô, nous avons su faire venir des aumônes du monde entier.

Déjà, notre monarchie était fière de savoir accourir non pas là où l'on dansait (à Portonone), mais là où l'on mourait de choléra (à Naples), ou jusqu'aux ruines de Reggio et de Messine rasées par les secousses sismiques de 1908. Aujourd'hui, on a conduit notre petit bout de président en Sardaigne et si les staliniens n'ont pas raconté de blagues, on lui a montré en action des brigades de «travailleurs de Potemkine» (1) qui couraient ensuite de l'autre côté de la scène, comme le font les guerriers d'Aïda. On n'a pas eu le temps de retirer les rescapés des eaux du Pô sorti de son lit, mais par contre députés, députées et ministres sont venus y tremper leurs pieds bien protégés dans des bottes de caoutchouc, après qu'on eut disposé caméras et micros pour la quête mondiale de grand style.

C'est là que nous avons la formule géniale: intervention de l'Etat! Et cela fait bien quatre-vingt-dix ans que nous l'appliquons. Le sinistré italien de profession a remplacé la grâce de Dieu et la main de la Providence par la contribution de l'Etat, et il est convaincu que le budget national a des ressources plus vastes que la miséricorde divine. Un bon Italien dépense avec joie dix mille lires tirées de sa poche pour arriver, au bout de plusieurs mois, à «toucher mille lires du gouvernement». Que survienne une de ces catastrophes périodiques que l'on baptise aujourd'hui du terme à la mode d'«état d'urgence» bien qu'elles se reproduisent à chaque saison: dès que sont venues s'y greffer les inévitables mesures providentielles du pouvoir central, une bande spécialisée de trafiquants en sinistres se plonge aussitôt, manches retroussées, dans le traudage des dossiers administratifs et l'orgie des adjudications.

Le ministre des Finances de service,

aujourd'hui Vanoni, suspend d'autorité toute autre fonction de l'Etat et déclare qu'il ne lâchera plus le moindre sou des finances publiques pour aucune autre «loi spéciale», car tous les moyens doivent être consacrés à des mesures pour la catastrophe d'actualité.

On ne saurait mieux démontrer que l'Etat ne sert à rien et que si Dieu existait, il ferait un véritable cadeau aux sinistrés de tout genre en renversant sous les coups du tremblement de terre ou de la banqueroute cet Etat charlatan et dillettante.

Mais si la bêtise du petit et moyen bourgeois atteint son éclat maximum lorsqu'il cherche un remède à la terreur qui le glace dans le tiède espoir de subsides et d'indemnités octroyées par le gouvernement, tout aussi insensée est la réaction des chefs de file des masses travailleuses qui s'écrient qu'ils ont tout perdu dans le désastre - fors leurs chaînes, malheureusement.

Dans ces circonstances suprêmes, qui anéantissent le peu de bien-être dérivant, pour le prolétariat, de l'exploitation capitaliste normale, ces chefs qui se prétendent «marxistes» ont une formule économique plus naïve encore que celle de l'intervention de l'Etat. Cette formule est bien connue: c'est aux riches de payer!

Et d'injurier Vanoni pour n'avoir pas su dépister et taxer les gros revenus.

Mais il suffit d'un brin de marxisme pour établir que les gros revenus prospèrent là où se produisent les grandes destructions et se greffent les grandes affaires. C'est à la bourgeoisie de payer la guerre! dirent en 1919 ces mauvais bergers, au lieu d'inviter le prolétariat à l'abattre. La bourgeoisie italienne est toujours là, et elle investit avec enthousiasme ses revenus en se payant des guerres et autres fléaux qui les lui rendent quadruplés.

HIER

Lorsque la catastrophe détruit habitations, cultures et industries et plonge dans l'inactivité des populations laborieuses, elle détruit sans aucun doute une richesse. Mais il n'est pas possible d'y remédier en opérant un prélèvement sur la richesse existant par ailleurs - comme quand on va collecter à la ronde les vieilles hardes, alors que la propagande, la collecte et le transport coûtent bien plus cher que la valeur des vêtements eux-mêmes.

Cette richesse disparue était une accumulation de travail passé, séculaire. Pour éliminer l'effet de la catastrophe, il faut une masse énorme de travail actuel, vivant. Or, si nous donnons de la richesse une définition non abstraite, mais concrète et sociale, elle nous apparaît comme le droit, pour certains individus formant la classe dominante, de prélever sur le travail vivant et contemporain. Avec la nouvelle mobilisation de travail, on aura la formation de nouveaux revenus et d'une richesse privilégiée; et l'économie capitaliste n'offre aucun moyen de «déplacer» une richesse qui a été accumulée par ailleurs, pour combler le vide apparu dans la richesse sarde ou vénitienne, de même qu'on ne pourrait enlever telles quelles les digues du Tibre pour remplacer celles que le Pô a englouties.

Voilà pourquoi il est stupide de préconiser un prélèvement sur le patrimoine des propriétaires de champs, d'habitations et d'industries intactes pour réparer les biens détruits.

Bordiga montre qu'il ne s'agit pas là d'incompétence ou d'aveuglement de tels ou tels responsables, de tels ou tels partis, mais de la conséquence des lois du capitalisme, mode de production qui n'est pas fondé sur la satisfaction des besoins humains, mais sur la course aux profits. Et dans cette course, des dépenses pourtant éminemment utiles comme celle de l'entretien de digues, sont toujours sacrifiées parce qu'elles ne «rapportent» rien ou presque.

L'essence du capitalisme ne réside pas dans la propriété de ces biens immeubles: c'est un type d'économie qui permet de prélever un profit sur ce que le travail de l'homme crée en des cycles incessants, et qui subordonne l'emploi de ce travail à la possibilité de ce prélèvement.

Ainsi l'idée de remédier à la crise du logement occasionnée par la guerre en bloquant les revenus des propriétaires d'habitations non détruites a réduit le patrimoine immobilier à des conditions pires que celles causées par les bombardements. Mais les démagogues poussent des hurlements, en recourant à des arguments faciles et en disant des choses «accessibles aux masses travailleuses», pour que l'on ne touche pas au blocage des loyers.

A la base de l'analyse économique marxiste, il y a la distinction entre travail mort et travail vivant. Nous ne définissons pas le capitalisme comme une propriété sur des amas de travail passé cristallisé, mais comme le droit à soustraire du travail vivant et actif. Voilà pourquoi l'économie actuelle ne peut aboutir à une bonne solution qui réalise, avec le minimum d'efforts de travail actuel, la conservation rationnelle de ce que nous a transmis le travail passé, et assure les bases les meilleures pour l'efficacité du travail futur. Ce qui intéresse l'économie bourgeoise, c'est le rythme frénétique du travail contemporain, et elle favorise la destruction de masses encore utiles de travail passé, en se foutant complètement de la postérité.

Marx explique que les économies antiques, fondées plus sur les valeurs d'usage que sur la valeur d'échange, n'étaient pas possédées autant que l'économie actuelle par la nécessité d'extorquer du surtravail, et il rappelle que le fait de soumettre le travailleur à l'effort jusqu'à ce que mort s'ensuive - comme le raconte Diodore de Sicile - n'était qu'une exception, dans le cas de l'extraction de l'or et de l'argent (ce n'est pas pour rien que le capitalisme est né de la monnaie).

La faim de surtravail (Le Capital, chapitre X, 2: Le capital affamé de surtravail) aboutit non seulement à extorquer aux vivants la plus grande quantité possible de force de travail, au point d'abrèger leur existence, mais fait de la destruction du travail mort une bonne affaire, dans la mesure où elle permet de remplacer les produits encore utiles par un nouveau travail vivant. Comme l'aventurier Maramaldo, le capitalisme, oppresseurs des vivants, assassine aussi les morts.

«Dès que les peuples dont la production se meut encore dans les formes inférieures de l'esclavage et du servage sont entraînés sur un marché international dominé par le mode de production capitaliste, et qu'à cause de ce fait la vente de leurs produits à l'étranger devient leur principal intérêt, dès ce moment les horreurs du surtravail, ce produit de la civilisation, viennent se greffer sur la barbarie de l'esclavage et du servage» (2).

Le titre original du paragraphe cité est: *Der Heisshunger nach Mehrarbeit*, littéralement: «La faim ardente de surtravail».

La faim de surtravail du capitalisme encore enfant, telle qu'elle est définie par notre puissante doctrine, contient déjà toute l'analyse de la phase moderne du capitalisme hyper-développé: la faim féroce de surtravail est une faim de catastrophes et de ruines.

Loin d'être une trouvaille de notre part (au diable les «découvreurs» de nouveautés, surtout lorsqu'ils chantent faux même en

faisant «dorémifa» et se prennent pour des créateurs), la distinction entre travail mort et travail vivant est contenue dans la distinction fondamentale entre capital constant et capital variable. Tous les objets produits par le travail qui ne vont pas à la consommation directe mais sont utilisés dans une autre transformation (aujourd'hui on les appelle biens instrumentaux) forment le capital constant. «*Toute valeur d'usage entrant dans des opérations nouvelles comme moyen de production, perd donc son caractère de produit, et ne fonctionne plus que comme facteur du travail vivant*» (3). Ceci vaut pour les matières premières principales et auxiliaires, les machines et tout autre équipement qui s'use progressivement: la perte due à l'usure doit être compensée et exige du capitaliste l'investissement d'une nouvelle part, toujours de capital constant, que l'économie courante appelle amortissement. Amortir rapidement, tel est l'idéal suprême de cette économie de fossoyeurs.

A propos du «diable au corps» (4), nous avons rappelé que chez Marx le capital a la fonction démoniaque d'incorporer du travail vivant au travail mort devenu chose. Quelle joie que les digues du Pô ne soient pas immortelles et qu'on puisse aujourd'hui y «incorporer» allégrement du «travail vivant»! Projets et contrats d'adjudication ont été mis au point en quelques jours! Bravo: vous avez le diable au corps.

«Cher Monsieur, le bureau des projets de notre entreprise s'est fait un devoir d'effectuer les études techniques et économiques préalables: je vous soumetts la bouillie déjà toute prête». Et dans l'analyse des prix, les pierres communes de Monselice sont estimées plus cher que le marbre de Carrare.

«*La force de travail en activité, le travail vivant, a donc la propriété de conserver de la valeur en ajoutant de la valeur; c'est là un don naturel qui ne coûte rien au travailleur mais qui rapporte beaucoup au capitaliste; il lui doit la conservation de la valeur actuelle de son capital*» (5).

Ce capital qui est simplement «conserver», toujours grâce à l'œuvre du travail vivant, est appelé par Marx partie constante du capital, ou capital constant. Mais «*la partie du capital transformée [vulgo: investie] en force de travail [salaire] change au contraire de valeur durant le cours de la production [et produit] un excédent, une plus-value*» (6). C'est pourquoi nous l'appelons partie variable, ou simplement capital variable.

Tout est là. L'économie bourgeoise met le gain en rapport avec le capital constant, qui est là et qui ne bouge pas: ou plutôt qui serait perdu si le travail de l'ouvrier ne le «conserve» pas. L'économie marxiste, au contraire, met le profit en rapport avec le seul capital variable et démontre que le travail actif du prolétaire : a) conserve le capital constant (travail mort) ; b) augmente le capital variable (travail vivant). L'excédent qui en résulte, la plus-value, est empoché par l'employeur.

Comme l'explique Marx, cette manière d'établir le taux sans tenir compte du capital constant, équivaut à poser celui-ci comme égal à zéro: opération courante dans l'analyse mathématique de toutes les questions où interviennent des grandeurs variables.

Le capital constant étant posé égal à zéro, il reste la croissance gigantesque du profit capitaliste. Dire ceci revient à dire que le profit d'entreprise subsiste si l'on épargne au capitaliste le souci de garder le capital constant.

Cette hypothèse n'est autre que la réalité actuelle du capitalisme d'Etat.

Transférer le capital à l'Etat signifie poser le capital constant comme égal à zéro. Rien n'est changé dans le rapport entre patron et ouvrier, car ce rapport dépend uniquement de deux grandeurs: capital variable et plus-value.

L'analyse du capitalisme d'Etat, une nouveauté? Sans nous vanter, nous sommes en mesure de vous la servir, telle que nous la connaissons depuis 1867 et même avant. Elle est des plus simples: $c = 0$.

Nous ne quitterons pas Marx sans citer, après cette froide petite formule, un passage ardent: «*Le capital est du travail mort, qui, semblable au vampire, ne s'anime qu'en*

suçant le travail vivant, et s'avie est d'autant plus allègre qu'il en pompe davantage» (7).

Le capital moderne, ayant besoin de consommateurs parce qu'il a besoin de produire toujours davantage, a tout intérêt à rendre le plus vite possible inutilisables les produits du travail mort, pour en imposer le renouvellement au moyen du travail vivant, le seul où il trouve des profits à «sucrer». Voilà pourquoi il jubile lorsque arrive une guerre, voilà pourquoi il s'est si bien entraîné à la pratique de la catastrophe. En Amérique, on a une formidable production d'automobiles, mais toutes les familles ou presque ayant leur voiture, on arriverait bientôt au tarissement de la demande. Il faut donc que les automobiles durent peu. Pour obtenir ce résultat, avant tout on les construit mal avec des séries de pièces bâclées. Que les usagers se cassent plus souvent la pipe, peu importe: cela fait un client de moins, mais une auto de plus à remplacer. D'autre part, on a recours à la mode, en subventionnant largement l'industrie crétinisante de la propagande publicitaire; tout le monde veut avoir le dernier modèle, comme les femmes qui n'oseraient pas porter une robe «de l'année dernière», même si elle est comme neuve. Les crétiens mordent à l'hameçon, et peu importe si une Ford construite en 1920 dure plus longtemps qu'une voiture flambant neuf de 1951. Enfin, les voitures qui ne servent plus ne sont même pas utilisées comme ferraille et on les jette dans des cimetières d'autos. Celui qui oserait en prendre une en disant: vous l'avez jetée comme une chose sans valeur, quel mal y a-t-il si je me la répare et si je roule avec? écope une volée de plombs et une condamnation pénale.

Pour exploiter du travail vivant, le capital doit anéantir du travail mort encore utile. Aimant sucer du sang chaud et jeune, il tue les cadavres.

Ainsi, alors que l'entretien de la digue du Pô sur dix kilomètres exige un travail égal, mettons, à un million par an, il est plus avantageux pour le capitalisme de la reconstruire en entier en dépensant un milliard. Autrement, il faudrait qu'il attende mille ans. Cela veut-il dire que le gouvernement noir (8) a saboté les digues du Pô? Bien sûr que non! Cela veut dire que personne n'a exercé de pression pour qu'il fournisse le misérable petit million annuel; et celui-ci n'a pas été dépensé, parce qu'englouti dans le financement d'autres «ouvrages grandioses» et «constructions nouvelles» dont le devis s'élevait à des milliards. Maintenant que la digue a été emportée, on trouve tout de suite quelqu'un pour mettre en marche le bureau des projets au nom du sacro-saint intérêt national et autres excellentes motivations, et pour la reconstruire.

A qui la faute si l'on préfère les investissements grandioses? Aux noirs, et aux rosâtres. Les uns et les autres jacassent à la ronde qu'ils veulent une politique productiviste et de plein emploi. Or le productivisme, créature favorite de Don Benito [Mussolini], consiste à mettre sur pied des cycles «actuels» de travail vivant, sur lesquels la grande entreprise et la haute spéculation se font des milliards et des milliards. Et alors, on modernise, aux frais de Pantalon (9), les machines vieillies des grands industriels, on modernise aussi les digues des fleuves après les avoir laissés s'écrouler. L'histoire de ces dernières années de gestion administrative des travaux publics et d'aide à l'industrie est pleine de ces chefs-d'œuvre, qui vont des fournitures de matières premières revendues au-dessous de leurs coûts aux travaux de pure mise en scène, comme la «lutte contre le chômage» à base de «capital constant égal zéro». En substance, on dépense tout en salaires, et l'entreprise n'ayant pour tout équipement qu'une pelle par homme, elle persuade le fonctionnaire en chef de l'utilité qu'aurait un déplacement de terre: on commence par transporter toute la terre là-bas, et aussitôt après on la ramène ici.

Si l'«excellence» hésitait, l'entreprise a encore en réserve le secrétaire syndical: une manifestation d'ouvriers agricoles, la pelle sur l'épaule, sous les fenêtres du ministère, et le tour est joué. Pour le «découvreur» de

nouveautés, Marx est «dépassé»: les pelles, qui ne sont que du capital constant, ont engendré de la plus-value.

AUJOURD'HUI

Indubitablement, les proportions du désastre de la vallée du Pô ont été imposantes, et l'estimation des dégâts ne fait que croître. Admettons que la superficie des terres cultivées en Italie ait perdu cent mille hectares, soit mille kilomètres carrés, environ un trois centième du total, un pour mille. Cent mille habitants ont dû abandonner cet emplacement, qui n'est pas le plus peuplé d'Italie, soit en chiffres ronds un cinq-centième de la population, deux pour mille.

Si l'économie bourgeoise n'était pas quelque chose de démentiel, on pourrait faire un petit calcul banal. Le patrimoine national a subi un grave coup; cependant, dans la zone touchée, il n'est détruit qu'en partie lorsque les eaux se retirent: en fin de compte, la terre arable est restée, et la décomposition des substances végétales, avec l'apport de vase, compense en partie la fertilité perdue. Si les dommages s'élèvent au tiers du capital total, ils représentent un pour mille du capital national. Or celui-ci a un «rendement» moyen de cinq pour cent, soit cinquante pour mille. Il suffit que chaque Italien épargne à peine un cinquantième sur sa consommation annuelle, et le vide est comblé.

Mais la société capitaliste est tout sauf une coopérative, même si les grands flibustiers du capital indigène échappent à Vanoni en démontrant qu'ils ont distribué entre tous leurs employés jusqu'au dernier liard de leurs bénéfices.

Toutes les opérations productivistes de l'économie italienne et internationale, de la plus grande jusqu'à la plus petite, sont tout autant destructives que la catastrophe de la vallée du Pô: l'eau rentre d'un côté et s'en échappe de l'autre.

Ce problème ne peut être dépassé dans le cadre du capitalisme. S'il s'agissait de fabriquer en un an les armes destinées aux cent divisions d'Eisenhower, on trouverait la solution. Il s'agit uniquement d'opérations à cycle rapide, et le capitalisme jubile si la commande de dix mille canons doit être exécutée en cent jours et non en mille. Ce n'est pas pour rien qu'il y a le pool de l'acier!

Mais le pool de l'organisation hydrogéologique et sismologique ne peut être mis sur pied, à moins que la science super-évoluée de l'époque bourgeoise ne réussisse pour de bon à provoquer des inondations et des tremblements de terre en série, tout comme les bombardements.

Il s'agit d'un processus extrêmement lent, qu'on ne peut accélérer: la transmission de siècle en siècle, de génération en génération, des produits d'un travail «mort» qui cependant protège les vivants et leur vie, et leur épargne les plus grands sacrifices.

Si l'on admet par exemple qu'il suffit de quelques mois pour assécher le Polésine, et que l'on puisse combler la brèche d'Occhiobello avant le printemps, la perte ne sera que d'une récolte annuelle: aucun «investissement» productif ne pourra la remplacer, mais la perte sera réduite.

Si l'on pense au contraire que toutes les digues du Pô et des autres fleuves pourraient faire défection fréquemment, par suite tant de la négligence des travaux d'entretien, due à trente ans de crise, que du désastreux déboisement des montagnes, alors le remède sera encore plus lent. Aucun capital ne viendra s'investir pour les beaux yeux de nos arrière-petits-neveux.

Nos pères écrivirent en vain: Il ne reste que quelques arpent de forêt vierge, qui végète sans intervention du travail de l'homme. Le système forestier devient donc presque aphrodisiaque, malgré le tout petit capital d'exploitation. Toutefois le bois de haute futaie, le plus important du point de vue de l'économie publique, exige toujours une période d'attente extrêmement longue avant de donner des produits appréciables. La science forestière a démontré que l'année de la coupe la plus favorable n'est pas celle où les

essences arrivent à la plus grande longévité, mais celle où la croissance courante équivaut à la croissance moyenne; il faut toujours compter, pour une forêt de chênes par exemple, 80, 100 et même 150 ans d'attente. Capital extrêmement réduit, mais 150 ans d'attente pour le voir rendre! Di Vittorio et Pastore (10) balanceraient le livre par la fenêtre, si seulement ils l'avaient lu.

Comme dans l'opérette: *rubar, rubar, il Capital (l'amor) non sa aspettar...!* (11)

Mais il y a bien pire. On a parlé relativement peu du désastre qui s'est produit en Sardaigne, en Calabre et en Sicile. Là, les données géographiques sont radicalement différentes.

Dans la vallée du Pô, la pente extrêmement faible a provoqué la stagnation des eaux et la formation de marécages sur des terres argileuses et imperméables. Dans le Sud et dans les îles, les causes dues aux fortes précipitations et au déboisement étant les mêmes, c'est l'énorme pente avec laquelle la côte descend sur la mer qui a causé la catastrophe; quelques heures ont suffi pour que les torrents arrachent de l'ossature rocheuse sables et graviers, détruisant champs et habitations, tout en faisant pourtant peu de victimes.

Tout cela est venu s'ajouter au saccage irréparable des magnifiques forêts de l'Aspromonte et de la Sila, oeuvre des libérateurs alliés; et cette fois la remise en valeur des terrains traversés par l'inondation n'est pas seulement anti-économique du point de vue des objectifs des «investisseurs» et des «sauveteurs» (encore plus intéressés que les premiers, s'il est pensable): elle est pratiquement impossible.

L'inondation a emporté le peu de terre végétale qu'il y avait, et surtout les rares couches non rocheuses qui lui servaient de faible support; une terre qui durant des décennies et des siècles avait souvent été montée à dos d'homme, chose incroyable, par le misérable cultivateur. Toutes les plantations, y compris les arbres, sont tombées avec la terre; et l'on a vu flotter sur la mer les orangers et les citronniers déracinés, base d'une culture et d'une industrie particulièrement florissantes dans certains villages.

Deux ans peuvent suffire pour replanter un vignoble détruit, mais une plantation d'agrumes n'atteint son plein rendement qu'au bout de 7 à 10 ans; les capitaux d'installation et d'exploitation sont extrêmement élevés. Naturellement, on ne trouvera pas dans les bons traités ce que coûte le travail inimaginable consistant à remonter la terre disparue à des centaines de mètres d'altitude; et les eaux l'emporteraient bientôt de nouveau avant que les racines des plantes l'aient fixée au sous-sol.

Il n'est pas possible non plus de reconstruire les habitations à leurs anciens emplacements: pour des raisons techniques, cette fois, et non économiques. Cinq ou six malheureux villages de la côte ionienne de la province de Reggio de Calabre ne seront plus reconstruits à leur ancien emplacement, sur la colline, mais au bord de la mer.

Au Moyen-Age, après que les dévastations eurent fait disparaître jusqu'aux traces des magnifiques cités côtières de la Grande Grèce, sommets de la culture et de l'art du monde antique, les misérables populations agricoles se sauvèrent des incursions des pirates sarrasins en habitant des villages construits sur des pics montagneux, peu accessibles et plus faciles à défendre. Une fois installé, le gouvernement piémontais perça le long du littoral des routes et des voies ferrées; étant donné la proximité entre la montagne et la mer, chaque village eut bientôt auprès de la gare, et lorsque la malaria ne l'empêchait pas, sa «marina». L'exploitation et le transport du bois devinrent de la sorte avantageux.

Il ne restera plus demain que les «bords de mer», et on y reconstruira avec peine quelques habitations. D'ailleurs, pourquoi le paysan devrait-il remonter les pentes, où plus rien ne peut pousser, et où les couches rocheuses, dénudées et glissantes, ne per-

(Suite en page 6)

Sur le Fil du Temps

HOMICIDE DES MORTS

(Suite de la page 5)

mettent plus de rebâtir les maisons? Et ces travailleurs, au bord de la mer, que feront-ils? Aujourd'hui, ils ne peuvent plus émigrer: comme les Calabrais des basses plaines insalubres et les Lucaniens des «terres maudites», rendues stériles par la coupe avide des bois qui recouvraient les montagnes et des arbres disséminés dans les pâturages des collines.

Dans ces conditions, il est certain qu'aucun capital et aucun gouvernement n'interviendra, malgré la honte de l'hypocrisie indécente avec laquelle on a exalté la solidarité nationale et internationale.

Ce n'est pas un fait moral ou sentimental qui se trouve à la base de tout cela, mais la contradiction entre la dynamique convulsive du super-capitalisme auquel nous sommes arrivés, et les saines exigences de l'organisation du séjour des groupes humains sur la terre, de façon à transmettre des conditions de vie utiles dans le cours du temps.

Le «prix Nobel» Bertrand Russel, qui pontifie paisiblement dans les colonnes de la

presse internationale, déclare que l'homme se livre à un trop grand pillage des ressources naturelles et qu'on peut déjà escompter leur épuisement. Il reconnaît que les grands pouvoirs font une politique absurde et démentielle, dénonce les aberrations de l'économie individualiste, et se gausse de l'Irlandais qui dit: pourquoi devrais-je penser à la postérité? A-t-elle jamais fait quelque chose pour moi?

Parmi les aberrations, et aux côtés du fatalisme mystique, Russel place le communisme, qui affirme: supprimons le capitalisme et la question sera résolue. Après un tel étalage de science physique, biologique et sociale, Russel ne réussit pas à voir comme un fait tout aussi physique le degré énorme de dispersion des ressources tant naturelles que sociales, essentiellement lié à un type donné de production, et il pense que tout pourrait se résoudre par un prêche moral ou un appel fabien à la sagesse des hommes, ceux d'en haut comme ceux d'en bas.

Le repli est pitoyable: la science devient impuissante devant les problèmes de l'âme.

Ceux qui empêchent vraiment l'humanité de faire des pas en avant décisifs dans l'or-

ganisation de sa vie, ce ne sont pas en vérité les oppresseurs et les dominateurs qui oseraient encore se vanter de leur volonté de puissance, c'est le pullulement des fades bienfaiteurs et des lanceurs de plans Marshall, de chaînes de la fraternité et de colombes de la paix.

Passant de la cosmologie à l'économie, Russel fait la critique des illusions libérales sur la panacée de la concurrence, et doit admettre: «Marx avait prédit que la libre concurrence aboutirait au monopole: cette prévision démontra sa justesse lorsque Rockefeller établit virtuellement un régime monopoliste pour le pétrole».

Est-ce un hasard, Monsieur le prix Nobel, vous qui avez écrit des traités de logique et de méthodologie scientifique, est-ce un hasard si Marx a prévu l'avènement du monopole avec au moins 50 ans d'avance?

Si cette dialectique était correcte, l'opposé de la concurrence est le monopole, et non la collaboration.

Prenez bonne note de ce que Marx a aussi prévu, comme dénouement de l'économie capitaliste, monopole de classe, non pas la collaboration que vous passez votre temps à encenser, avec tous les Truman et tous les Staline de bonne volonté, mais la **guerre des classes**.

De même que Rockefeller est venu, «*ad atheni Baffone*», le Moustachu va venir! (12).

Mais pas celui du Kremlin. Celui-ci, à la barbe de Marx, il est en passe de se raser à l'américaine.

(1) Allusion aux faux villages que Potemkine avait fait construire de toutes pièces et que l'on montrait à l'impératrice Catherine II lorsqu'elle voulait se rendre compte par elle-même de l'état des campagnes russes.

(2) Le Capital, Livre I; Editions Sociales, Tome I, p. 232.

(3) Op. cit., p. 185.

(4) Allusion au Fil du Temps intitulé «La doctrine du diable au corps», Battaglia Comunista n° 21/1951.

(5) Op. cit., p. 205.

(6) Op. cit., p. 207.

(7) Op. cit., p. 229.

(8) Les noirs (couleur des prêtres) sont les démocrates-chrétiens.

(9) Personnage de la Commedia dell'Arte. L'Italien moyen.

(10) Dirigeants respectifs de la C.G.I.L. (C.G.T. italienne) et de la C.I.S.L. (syndicat d'obédience chrétienne) à l'époque.

(11) «Voler, voler, le Capital (l'amour) ne sait attendre!».

(12) Durant la période stalinienne, le Moustachu était Staline et la venue de l'Armée Rouge allait instaurer la révolution.

En 1936, le Front Populaire au secours du capitalisme français

(Suite de la page 3)

du PS et du PCF publient une déclaration de la CGT qui se dit résolue «à maintenir le mouvement dans le cadre, la discipline et la tranquillité du début» et prête à y mettre un terme dès que les revendications seront satisfaites. Le 4 juin, jour où le nouveau gouvernement entre en fonction, la Fédération de la métallurgie CGT lance un appel affirmant son respect pour la propriété privée qui est une condamnation implicite des occupations. Le 5, «L'Humanité» recommande aux ouvriers de maintenir l'ordre et la discipline à tout prix. Malgré les discours de Léon Blum appelant les travailleurs à faire confiance au nouveau gouvernement, le nombre des grévistes s'élève alors à un demi-million avec l'entrée en lutte des mineurs du Nord qui occupent les puits ou des travailleurs des imprimeries qui empêchent la sortie des journaux bourgeois. Samedi 6, tandis que le tout nouveau ministre de l'Intérieur socialiste affirme qu'il maintiendra l'ordre, la Fédération CGT du Bâtiment et des Travaux publics lance un mot d'ordre de grève générale du secteur pour le lundi qui suit; en réalité il y a déjà des milliers de grévistes et il s'agit de prendre la tête du mouvement pour le contrôler. Même chose dans le Nord et le Pas-de-Calais où, alors que la grève est effective dans de très nombreux puits, la Fédération des mineurs CGT appelle aussi à la grève générale pour le lundi sans craindre de déclarer qu'elle le fait «pour maintenir l'ordre et le calme, et faciliter la tâche du gouvernement!» Un peu partout les directions syndicales s'efforcent de prendre en marche le train des grèves en cours, tandis qu'elles s'efforcent avec succès de dissuader d'autres corporations de suivre le mouvement: services publics, électricité.

Le dimanche 7 juin «L'Humanité» publie un n° spécial sous le titre: «Il faut faire vite!». «Ceux qui sortent de la légalité sont les patrons, agents d'Hitler, qui ne veulent à aucun prix la réconciliation des français et poussent les ouvriers à la grève!» Le mouvement de grève menace de prendre des proportions imprévisibles et pour les partis du Front Populaire comme pour les patrons il faut en finir au plus vite. «Ce matin-là, [raconte un témoin], Jouhaux [leader de la CGT] venait de dire, une fois de plus, que la seule conduite à adopter était de donner l'impression à l'opinion publique que la CGT n'avait pas perdu le contrôle des réactions ouvrières et qu'elle seule pourrait

ramener le calme» lorsque le ministre de l'Intérieur se présenta au siège du syndicat pour lui annoncer qu'une réunion était organisée à Matignon avec le patronat. Après une rapide négociation, des accords étaient signés dans la soirée du dimanche. Le lundi tous les journaux du Front Populaire crient à la victoire.

Mais les travailleurs ne sont pas si facilement convaincus; dans de nombreux secteurs les accords sont repoussés par les grévistes. C'est le cas dans la métallurgie parisienne, fer de lance du mouvement, où les délégués des grévistes refusent aux cours de deux assemblées successives de cesser la grève en dépit de la pression des dirigeants syndicaux. Les grèves s'étendent même en début de semaine, notamment dans le Nord ou dans la région de Bordeaux où les elles ne commencent que le 8. Le 10 juin les patrons de la métallurgie s'inquiètent: «Les établissements industriels se préoccupent vivement de la constatation confirmée dans la journée d'hier que le personnel ouvrier n'a pas accepté d'emblée les bases de règlement du conflit (...) alors que l'unanimité des dirigeants a manifesté son adhésion à ces mêmes bases». Le nombre de grévistes, parmi lesquels on compte des milliers d'ouvriers agricoles occupant les fermes, atteint les deux millions. Des grèves d'ouvriers agricoles éclatent en Afrique du Nord, ou de graves affrontements se produisent avec les colons. Le ministre de l'Intérieur agite le spectre de «provocateurs armés» et achemine sur la région parisienne, dans le Nord et dans les régions touchées par les grèves agricoles des pelotons de gardes mobiles. Soutenant implicitement cette politique, le Bureau Politique du PCF du 10 juin, après avoir affirmé sa solidarité aux grévistes (c'est bien le moins!) «se félicite que les travailleurs, dans leur action légitime, réalisent le mot d'ordre du parti concernant la réconciliation française. Il adresse son salut chaleureux aux travailleurs catholiques et Croix de Feu [organisation fasciste qui le 11 essaye dans le XVIe d'organiser une milice pour assurer la liberté du travail] qui, avec les socialistes et les communistes, luttent ensemble et arborent dans les usines, ateliers et bureaux le drapeau tricolore de nos pères et le drapeau rouge de nos espérances, réconciliés par le PC; (...) Le B.P. nie que les gardes mobiles et l'armée soient hostiles aux travailleurs en grève». Partis du Front Populaire et Directions syndicales font le forcing

pour pousser à la reprise, tandis que le patronat est souvent obligé de céder des miettes supplémentaires. Le 12 juin «L'Humanité» publie le fameux «il faut savoir terminer une grève» de Thorez. Celui-ci met les points sur les i: «Il n'est pas question de prendre le pouvoir actuellement». La poursuite du mouvement peut être dangereuse car «nous risquerions en certains endroits de nous aliéner quelques sympathies des couches de la petite-bourgeoisie et des paysans de France. Alors?... alors il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées (...) afin de ne perdre aucune force et notamment de ne pas faciliter les campagnes d'effolement et de panique de la réaction». Le même jour l'hebdomadaire trotskyste «La lutte Ouvrière» qui titrait: «le pouvoir aux ouvriers» est interdit et l'Union des Syndicats de la Seine publie un communiqué pour interdire l'accès des entreprises occupées aux personnes non munies d'un mandat syndical: «Dans toutes les boîtes où les conflits ont été réglés par des accords (...) le travail doit continuer normalement si les engagements pris sont respectés par les patrons, sans tenir compte des tentatives de débauchage exercées par des éléments sans mandat ni responsabilités. [La CGT demande] que tout soit mis en oeuvre pour que soit conservé au mouvement revendicatif son caractère d'ordre et de discipline».

A partir du 13 juin la reprise du travail commence à s'amplifier, parfois à la suite de nouvelles concessions patronales le mouvement durera dans certains endroits jusqu'au début de l'été et, en septembre, une nouvelle petite vague d'occupations reprendra, en général contre le non respect par les patrons des accords conclus. Mais la gigantesque vague de lutte du prolétariat était brisée.

Les patrons avaient dû faire des concessions substantielles: augmentations de 10 à 20% des salaires, semaine de 40 heures, congés payés. Mais ces concessions n'étaient que temporaires. Dès l'automne, le gouvernement de Front Populaire décrétait la «pause» des réformes, dévaluait la monnaie provoquant une hausse de 30% du coût de la vie qui annulait les augmentations salariales et mettait en place une législation pour «encadrer» les grèves. Le recours à la police contre les grévistes commença dès octobre. En mars 1937, le gouvernement faisait donner la police contre une manifestation antifasciste à Clichy, faisant 5 morts et des centaines de blessés. En décembre 37 la police intervint pour déloger les grévistes

des usines Goodrich. Mais devant une foule ouvrière de près de 30.000 personnes accourue pour les défendre, les gardes mobiles durent battre en retraite. Ce furent finalement les bonzes staliniens qui réussirent à faire reprendre le travail au bout de 15 jours aux grévistes sans qu'ils n'aient rien obtenu; dans les mois qui suivirent les différentes grèves furent ainsi systématiquement sabotées par le PC, le PS et les bonzes syndicaux.

En 1938 un nouveau gouvernement, dirigé par les radicaux mais qui comprenait plusieurs ministres socialistes et où Blum était vice-président du Conseil, adopta des décrets-loi qui revenaient sur la plupart des concessions de juin 36, dont la semaine des 40 heures, au nom des besoins de la «défense nationale». Pour calmer le mécontentement croissant dans les rangs ouvriers, les dirigeants syndicaux appelèrent à contre-cœur à une grève générale contre ces décrets. Sans aucune préparation, sans mots d'ordre et alors que certaines structures syndicales s'y opposaient ouvertement, cette grève générale était condamnée d'avance au fiasco. Les patrons en profitèrent pour licencier les travailleurs les plus combattifs, tandis que la démoralisation et la passivité l'emportaient parmi la classe ouvrière, alors même que les menaces de guerre se faisaient toujours plus pressantes. Le Front Populaire avait bien rempli sa tâche de réduire le prolétariat à l'impuissance, plus rien ne s'opposait au déclenchement d'un nouveau conflit guerrier.

En définitive, la seule victoire de juin 36, c'est la bourgeoisie qui l'a remportée, en écartant la menace prolétarienne contre le capitalisme, en s'assurant du ralliement indéfectible des tous les partis et syndicats ouvriers à la défense contre-révolutionnaire de l'ordre bourgeois, dans la paix comme dans la guerre. Cela valait bien la concession de quelques miettes de ses profits...

(1) Le lecteur peut se reporter à l'article: «Le tournant des Fronts populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi», Programme Communiste n° 72 et 73 ainsi qu'aux «Leçons du Front Populaire 1936», Le Prolétaire n° 227 et 228, «Il y a 60 ans le Front Populaire faisait avorter la lutte prolétarienne», Le Prolétaire n° 437.

(2) Toutes les données ainsi que les citations sont tirées des ouvrages suivants: G. Lefranc, «Juin 36. L'explosion sociale», Archives Gallimard 1976; J. Danos, M. Gibelin, «Juin 36», Ed. Maspéro 1972; D. Guérin, «Front Populaire, révolution manquée», Maspéro 1972.

Vague de grèves dans les Emirats Arabes Unis

Dubaï, l'un des sept Etats des Emirats Arabes Unis, a récemment fait la une de l'actualité en raison de son acquisition de 6 ports américains en conséquence du rachat de l'opérateur portuaire britannique P&O. Lancée par le Parti Démocrate, une violente polémique aux relents xénophobes anti-arabes a fait rage aux Etats-Unis, contraignant Dubaï à reculer. Mais ce qui nous intéresse, c'est que cet Emirat pétrolier devenu en quelques décennies au rang de petit eldorado capitaliste connaît aussi les premiers épisodes de luttes ouvrières.

En effet, depuis quelques années, Dubaï comme les autres Emirats associés, est un vaste chantier où les constructions se succèdent les unes aux autres, comme l'extension de l'aéroport international ou la construction de la tour de Burj Dubaï; ce gigantesque gratte-ciel, orgueilleux symbole de la richesse de l'Emirat, devrait être lors de son achèvement fin 2008 le plus haut du monde. Comme dans tous les pays de la péninsule arabe, la main d'œuvre qui travaille sur les chantiers vient surtout des pays asiatiques pauvres.

Ces grands chantiers et l'apparition d'industrie manufacturières, montre la boulimie de profit du capitalisme des Emirats, mais aussi il développe en nombre une classe ouvrière, très concentrée sur le territoire et vivant dans des conditions d'exploitation très dures. Les luttes ouvrières, malgré la très grande répression des patrons et de l'Etat qui menace les prolétaires, éclatent fréquemment, rompant la chape de plomb sociale.

C'est ainsi que dans la nuit du 21 au 22 mars, les travailleurs du chantier de la tour de Burj (qui en est déjà au 36^{ème} étage) se mettaient en grève la suite du retard du bus qui devait ramener l'équipe de nuit à son cantonnement; non pas d'une manière légale et pacifiste comme c'est la norme dans les riches pays impérialistes où la classe ouvrière est encore paralysée par la démocratie collaboration de classes, mais par une émeute! L'absence du bus était en fait la goutte d'eau qui faisait déborder le vase; depuis des semaines en effet, les 2 500 prolétaires de ce chantier protestaient contre leurs conditions de travail déplorables et le non paiement des salaires. L'émeute fut très violente; les travailleurs s'attaquèrent aux vigiles puis s'introduisirent dans les bureaux des étages déjà occupés pour y saccager les dossiers, briser les ordinateurs tout en détruisant à l'extérieur une vingtaine de véhicules et d'engins de chantier. Les dégâts ont été estimés par les patrons à un demi-million d'euros environ.

Sur ce vaste chantier, les ouvriers qui ne gagnent en général que 4 euros par jour alors que les charpentiers qualifiés en gagnent 6,2, demandaient depuis quelques temps une augmentation. Sans réponses à leur revendication, la tension est montée jusqu'à l'explosion. La nouvelle de cette lutte se répandit rapidement à d'autres chantiers et les travailleurs construisant le nouveau terminal de l'aéroport international de Dubaï se mirent à leur tour en grève.

Les causes de ces luttes sont toujours les mêmes: retards et non-paiement des salaires, conditions d'hébergement désastreuses et proches de l'emprisonnement.

En septembre 2005 déjà, 7 000 ouvriers avaient déclenché une grève de 3 heures pour demander une hausse de salaire.

Le 26 du même mois, l'écroulement d'un mur sur le chantier de l'aéroport avait fait 5 morts et une dizaine de blessés chez les prolétaires originaires principalement du sous-continent indien. Après cet accident, des centaines de travailleurs s'étaient mis en marche en direction du Ministère du Travail à plusieurs kilomètres de leur camp d'hébergement en banlieue, avant d'être stoppés rapidement par la police.

Les travailleurs en lutte, pourtant hantés par la peur de perdre leur emploi et d'habitude muets, ont été invités à s'exprimer dans la presse. Le ministre du Travail a déclaré qu'il prenait au sérieux leurs plaintes mais aussi qu'il ne voulait pas voir l'image de Dubaï ternie par des «fauteurs de trouble» dont le comportement ne peut se traduire que par l'expulsion du pays.

Toujours le 26, 90 travailleurs de Habib

Rafiq Ltd. avaient remis une lettre au Ministère du Travail pour se plaindre du non-paiement de leurs 6 derniers mois de salaire. Ils y annonçaient qu'ils iraient même devant les tribunaux pour obtenir gain de cause.

Mais face à de telles démarches, les sociétés de location de cette main d'œuvre, les patrons et les autorités des Emirats se renvoient la balle et ne trouvent le meilleur accord que pour expulser ces fauteurs de trouble par avions complets.

Selon les chiffres du Ministère du Travail des Emirats, il y aurait eu en 2004 5 486 plaintes, 10 600 en 2005. Les motifs sont le plus souvent le non-paiement des salaires, mais aussi le fait que ces prolétaires ne peuvent résilier leurs contrats et retourner chez eux parce que leurs passeports sont «perdus» par les autorités et les patrons. Le 8 avril le Ministère du Travail des Emirats Arabes Unis, Ali Al-Kaabi, devait admettre dans la presse que depuis deux ans les cas de protestations sous diverses formes ne cessent de croître comme le nombre de travailleurs qui y sont impliqués. Le secteur principal des luttes est le BTP mais aussi celui du textile. Evidemment, pour le ministre, les mouvements de lutte sont dus à des erreurs dans le fonctionnement des sociétés du BTP car «ce n'est pas dans l'habitude des employeurs de maltraiter les travailleurs»!

Devant toutes ces revendications et ces mouvements de luttes alimentés par les conditions d'exploitation bestiales que subissent les prolétaires expatriés, les Emirats ne peuvent répondre que par un mélange de brutalité policière et de menaces répressives, associées à un pastiche de justice du travail. Les Emirats font l'apprentissage du «dialogue social» à la mode locale parce qu'ils apprennent aussi des démocraties occidentales la manière d'étouffer les foyers de luttes par le jeu des négociations et par la mise en place de courroies de transmission vers la classe ouvrière. L'objectif n'est plus seulement de réprimer mais de contrôler la classe

ouvrière de l'intérieur.

L'Etat va donc se charger d'instaurer une structure aux apparences pseudo-syndicales, très centralisée et sous contrôle. Le ministre a affirmé qu'il n'y aura dans le pays qu'une seule confédération divisée en 4 branches: pêche, agriculture, industrie et chantiers. D'ailleurs, dans son discours Ali Al-Kaabi a affirmé que «la loi contrôlera la façon dont les grèves seront menées» ajoutant qu'«il y aura un représentant syndical qui (permettra) un contact beaucoup plus proche avec les travailleurs». On ne peut être plus clair!

Des négociations devront avoir lieu au sein des entreprises entre direction et délégation de travailleurs pour résoudre les problèmes de salaires ou de conditions d'hébergement. Ce sont les travailleurs jugés les «plus éduqués» qui rempliront ce rôle de délégués, c'est-à-dire ceux qui seront choisis par les patrons eux-mêmes. En cas de grève, donc d'impasse dans les négociations, les autorités de l'Emirat interviendront directement pour amener rapidement une solution, fût-elle temporaire. Le ministre a laissé entendre que le nouveau code du travail en préparation ne permettrait pas aux travailleurs étrangers, en majorité indiens et pakistanais de se syndiquer: «Ce serait insensé, car notre (situation) démographique ne le permet pas. Le fait d'autoriser les syndicats et les manifestations pourrait aussi constituer une source d'instabilité dans une région déjà tendue»! La population des Emirats est estimée 4 millions d'habitants, dont plus de 80% n'ont pas la nationalité du pays, les prolétaires étrangers étant chiffrés à 2,4 millions.

Comme on le voit pour l'instant les autorités des Emirats n'envisagent guère que des mesures cosmétiques sans vouloir, ne disons pas adoucir, mais seulement régler les modalités particulièrement dures de l'exploitation capitaliste dans leur pays!

Mais pas de chance, le soir même de cette

ministérielle explication, un millier de travailleurs d'Al Ahmadiya Co. saccageaient entièrement la cantine à cause de la mauvaise qualité de la nourriture et de la déduction exorbitante sur leur salaire d'une retenue pour les frais de repas. Après ce saccage, ils manifestèrent dans le camp d'Al Qouz avant finalement de sortir hors du camp, obligeant police et patronat à se rendre en toute hâte sur leur trajet pour les calmer.

Les luttes et explosions ouvrières ne sont pas prêtes de s'éteindre aux EAU, comme dans d'autres pays dont le capital fonctionne sur le même mode d'exploitation brutale de travailleurs immigrés.

Les bourgeois auront beau acheter ou corrompre une poignée de travailleurs, mettre en place quelques structures pour apaiser les esprits, ils seront confrontés de plus en plus aux luttes ouvrières, même si elles sont encore isolées, spontanées et sans organisation réelle. Le développement capitaliste rapide de cette région y concentre une classe ouvrière venue de différents pays qui se trouve dans une situation d'exploitation sans fard, sans les divers systèmes d'amortisseurs sociaux et de contrôle social que les pays démocratiques ont su installer: la lutte ouverte et la révolte ne peuvent pas ne pas exploser en dépit de toutes les mesures répressives.

Pour se défendre ces prolétaires venus d'outre-mer devront surmonter des obstacles difficiles: la division entre différentes nationalités, l'appareil répressif direct, mais aussi le sournois et efficace appareil de contrôle démocratique ou singeant la démocratie qui se mettra tôt ou tard en place. Il leur faudra trouver la voie de l'organisation prolétarienne basée sur leur indépendance de classe. Leurs luttes devront être guidées par leurs organisations propres classistes, sans compromission avec tous les soi-disant représentants des travailleurs qui ne servent qu'à assurer le rôle de transmission avec les patrons et autorités. Et alors les débiles structures politiques du capitalisme émirati ne pourront empêcher que s'allume un nouveau foyer de la lutte prolétarienne internationale.

La grève des marins d'Irish Ferries

Deux mois après le conflit de trois semaines à la SNCM, Irish Ferries, compagnie irlandaise de ferries, était à son tour touchée par un mouvement de grève.

Le 24 novembre 2005, cette compagnie maritime qui avait échoué précédemment dans ses tentatives de remplacer un tiers de ses équipages par des travailleurs sous-payés venus de l'Est, lançait une véritable opération commando: une partie de son nouveau personnel ainsi qu'une quinzaine de vigiles loués pour l'occasion comme passagers piétons, embarquaient sur le *Isle of Inishmore*, ferry reliant l'Irlande et Pembroke Dock. Peu avant l'arrivée dans le port gallois, ces «passagers» devaient se rendre à tour de rôle vers les toilettes pour y revêtir leurs uniformes, puis prendre le contrôle du navire en obligeant l'équipage en place à le former avant de le remplacer.

Mais l'équipage, alerté par l'allure bizarre de ces passagers, crut d'abord à la préparation d'un détournement du ferry avec prise d'otages. Depuis plusieurs mois en effet des manoeuvres avaient eu lieu sur les navires pour faire face à une éventuelle «attaque terroriste». L'équipage se barricada dans les machines, tandis que 4 officiers s'enfermaient sur la passerelle aux commandes du navire, pour mettre le ferry hors de danger. La tentative patronale se solda par un fiasco complet, et une fois le pot aux roses découvert, les travailleurs déclenchèrent leur mouvement de grève. Le lendemain, l'équipage du *Ulysses*, reliant Dublin à Holyhead, se mettait aussi en grève et se barricada à son tour dans les machines.

La guerre que livre la direction de IF n'est pas nouvelle. Précédemment, en 2004, les marins avaient riposté à ces attaques par une grève qui avait duré 9 jours et immobilisé tous les ferries. Cette grève avait contraint IF à réintégrer, aux mêmes conditions, 606 marins

licenciés. En imaginant cet assaut ubuesque de ses propres navires par une bande de nervis à sa solde pour faire plier les marins, la direction d'IF a donc tenté une autre méthode: celle des gangsters.

La police, amie des patrons-gangsters, a été dépêchée immédiatement sur les ports pour empêcher l'extension du mouvement de lutte. Le 26, les équipages au repos refusaient de relever leurs collègues occupant les ferries. Le MV Normandy, parti de Cherbourg en direction de l'Irlande mais qui accostera au Pays de Galles, rejoignit le mouvement le jour suivant. Tous les ferries étant bloqués au port, la direction annulait toutes les liaisons. Les marins, croyant se renforcer, vont alors chercher le soutien des syndicats.

Le 28, pour tenter de trouver une solution, c'est-à-dire pour mettre fin au conflit, les officiels de l'Ireland's Labour Relations Commission rencontrent la direction d'IF de la Cie et ensuite les leaders des syndicats concernés. Bien que face à des revendications minimales (sauvegarde des emplois jusqu'en 2007 selon le dernier accord syndicat - patronat), IF poursuivra son chantage à la faillite et menacera de poursuivre en justice ses équipages pour acte de piraterie, fait maritime le plus grave. Le 30, les syndicats se concertaient finalement pour appeler à une journée de protestation... le 9 décembre.

IF revendiquera toujours sa volonté d'abandonner le pavillon national irlandais, jugé trop contraignant au niveau de la législation du travail, au profit d'un pavillon de complaisance (FOC) comme 95 % de ses concurrents européens. Ce statut lui permettrait d'employer du personnel extracommunautaire, comme c'est déjà partiellement le cas sur ses ferries à destination de la France, payé au-dessous du taux horaire minimum de £ 7,65 en vigueur en Irlande.

En une bonne décennie, le nombre de

marins est passé de 30.000 à 10.000 et les syndicats britanniques qui voient fondre leurs effectifs jouent donc aussi leur propre survie d'appareil au service de la paix sociale.

Au Pays de Galles, des manifestations de solidarité seront organisées les 4 et 7 décembre par divers syndicats britanniques et irlandais non pas pour défendre les mêmes conditions d'embauche actuelles pour tous les travailleurs d'où qu'ils viennent, mais pour protester très chauvinement contre l'emploi de main d'œuvre étrangère à bas prix.

Le 9, ce sera la grande journée de manifestations de soutien aux marins. Plus de 100.000 personnes vont défiler dans les ports et les grandes villes du pays dont près de 40.000 à Dublin. Le 11, les syndicats défilaient au Pays de Galles mais la situation restait bloquée, et alors que les marins restaient isolés, les Lettons - victimes de l'orientation ultra-nationale dictées par les organisations syndicales - devenaient les méchants étrangers volant le travail aux Irlandais à l'instar du plombier polonais en France, dont les sociaux-chauvins avaient fait l'ennemi du prolétaire français lors de la campagne du référendum sur la Constitution européenne.

Finalement, le 14, le SIPTU (Service Industrial Personnel and Technical Union), plus important syndicat irlandais dans lequel se trouve la majorité du personnel menacé, et la direction d'IF trouvaient un accord, dont le TUC se réjouissait, mettant fin au conflit et obligeant les marins à reprendre la mer. Le lendemain, Irish Ferries recommençait à fonctionner normalement à Holyhead puis sur l'Isle of Inishmore.

Le conflit s'est donc terminé comme celui de la SNCM en France. Car si les appareils syndicaux vont «obtenir» le maintien momentané des emplois, et faire illusion ainsi sur

(Suite en page 8)

A bas l'intervention militaire française au Tchad !

Le premier avril dernier, «Le Monde» titrait: «Paris ne défendrait pas le régime tchadien en cas de coup d'Etat».

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce n'était pas un poisson d'avril du grand quotidien, porte-parole officieux de l'impérialisme français: le journal citait les déclarations d'un haut responsable - anonyme - de l'Armée française, qui affirmait que les quelques 1300 soldats français avec leurs avions, hélicoptères et blindés divers n'étaient sur place que pour «assurer la sécurité des 3000 ressortissants français et étrangers [lire: blancs] présents au Tchad», cette ancienne colonie française semi-désertique et enclavée au centre de l'Afrique.

Deux semaines à peine auparavant ces troupes françaises avaient pourtant prêté assistance au président Déby menacé par un coup d'Etat: officiellement en «sécurisant» l'aéroport où devait se poser l'avion présidentiel et en patrouillant ostensiblement dans N'Djamena (la capitale, qui avec peut-être 800.000 habitants est la seule grande ville d'un pays grand comme deux fois la France, mais peuplé de 8 millions d'habitants). Elles avaient ensuite assuré la logistique (transport de troupes, etc.) de l'offensive gouvernementale contre les rebelles du «SCUD».

A la mi-avril le FUC, un autre groupe rebelle, à l'issue d'une attaque foudroyante, pénétrait dans la capitale et attaquait certains bâtiments officiels. Les soldats français venaient à nouveau au secours du régime et l'aidaient à repousser les assaillants, officiellement en se limitant à fournir des renseignements sur les mouvements des rebelles, en soignant les blessés gouvernementaux et en tirant «un coup de semonce» contre les attaquants (les combats, parfois à l'arme lourde, auraient fait 400 morts selon le gouvernement, un millier suivant d'autres sources, et des centaines de blessés. Plus de deux cent prisonniers étaient ensuite exhibés en public). Des renforts français étaient immédiatement dépêchés au Tchad depuis les autres bases militaires que l'impérialisme tricolore entretient en Afrique.

Même si quelqu'un était assez naïf pour croire sur parole les déclarations des militaires et des autorités françaises, oubliant par exemple leurs mensonges éhontés à propos de leurs massacres de manifestants civils en Côte d'Ivoire, il reste que les soldats du dispositif militaire dit «Epervier» ont été ces dernières semaines le soutien décisif du régime. L'appui politique s'est manifesté entre autres par des démarches françaises au Conseil de sécurité de l'ONU; elles ont abouti à une déclaration de soutien au régime et à une critique implicite du Soudan voisin qui aide les rebelles de FUC, le Tchad, qui appuie des rebelles soudanais du Darfour, s'étant déclaré en «état de belligérance» avec ce pays (les Etats-Unis, soupçonnés de vouloir la chute de Déby, ont également condamné le rôle du Soudan dans ces événements).

«Le Monde» dans son édition du 16-17/4 était obligé de reconnaître, en termes choisis, à la fois la réalité du soutien français au régime et la «colère» que ce soutien suscitait là-bas où «une partie de la population de N'Djamena s'était réjouie ces derniers

jours de l'avancée des rebelles, espérant en finir avec un régime synonyme d'aggravation de la pauvreté et de la corruption».

La réalité est que le sanglant régime d'Idriss Déby ne survit plus que par l'appui militaire de Paris. Les rébellions, parfois dirigées par certains de ses anciens partisans, voire par des proches, agissent dans la plus grande partie du pays. La production récente de pétrole, si elle n'a en rien profité à la population plongée dans une misère croissante, a par contre accru à l'extrême les rivalités dans les sphères dirigeantes pour s'approprier une part du gâteau. A cela s'ajoutent les troubles de la province soudanaise du Darfour qui ont un retentissement de l'autre côté de la frontière (200.000 civils soudanais se seraient réfugiés au Tchad) et l'implication du régime tchadien dans les affaires intérieures de Centrafrique à la demande sans aucun doute de l'impérialisme français auquel Déby n'a rien à refuser.

Déby est en effet arrivé au pouvoir il y a 16 ans avec l'aide des services secrets français en renversant Hisssein Habré dont il était le chef d'état-major; celui-ci s'était brouillé avec la France pour avoir trop voulu, semble-t-il, jouer la carte américaine. Face à l'imminence de la chute de N'Djamena, la CIA avait été contrainte de déménager in extremis sa base locale et les mercenaires anti-Kadhafi qu'elle y entraînait. Ce fut l'occasion pour les médias français à l'époque de lever le voile sur les terribles exactions de Habré qui lui valent aujourd'hui une inculpation de crime contre l'humanité. Personne bien sûr n'a eu l'idée saugrenue d'inculper l'impérialisme français et ses responsables qui pendant de longues années ont soutenu Habré, de même que les «grands» journaux n'avaient jamais eu le mauvais goût d'informer leurs lecteurs que l'on retrouvait les cadavres des victimes des tortionnaires de Habré flottant sur le Chari...

Conseillé par les barbouzes françaises, Déby a joué la comédie démocratique en organisant plusieurs farces électorales (la dernière début mai), tout en continuant la même politique répressive que son ancien mentor (certaines ONG estiment à plus de 20.000 ses victimes) et en pillant au profit de son clan les ressources du pays non accaparées par l'impérialisme - initialement les revenus tirés du coton et maintenant ceux beaucoup plus importants tirés de l'exploitation pétrolière.

Il faut dire que le Tchad possède un très important gisement pétrolier, découvert par des firmes américaines il y a plusieurs décennies mais dont la mise en production avait été jusqu'il y a peu empêché par les troubles récurrents au Tchad et par la rivalité franco-américaine permanente en Afrique. La Banque Mondiale, où l'influence américaine est dominante, n'a accepté d'accorder les prêts nécessaires pour les coûteuses installations d'acheminement du pétrole qu'après que Elf (Total) se soit retiré du consortium où elle s'était imposée en vertu de la domination française au Tchad. La Banque a imposé au gouvernement une sorte de mise sous tutelle des revenus pétroliers au nom de la lutte contre la corruption et la pauvreté; elle a fait

promulguer une loi selon laquelle 10% de ces revenus sont directement placés dans les coffres de la Citibank à Londres «pour servir aux générations tchadiennes futures» - à la grande satisfaction des banquiers actuels de la City, 80% du restant étant affecté à des secteurs définis comme prioritaires (infrastructures, enseignement, etc.), etc.

Evidemment la Banque Mondiale qui vante son investissement tchadien comme un modèle de rigueur dans le développement durable à l'enseignement de la probité et du moralisme, n'a pas jugé utile de soumettre les sociétés pétrolières au moindre contrôle: ni sur le recours à des entreprises locales pour la construction de l'oléoduc, ni sur les quantités de pétrole réellement produites, ni sur le pourcentage - minime - de royalties qu'elles versent à l'Etat tchadien... Au début de l'année les caisses de l'Etat étant vides, le gouvernement tchadien décida de modifier cette loi pour augmenter la part qui lui revenait, provoquant en retour des mesures de représailles de la Banque Mondiale: gel des paiements, arrêt des prêts, etc. (un compromis a finalement été conclu début mai).

Divers journaux parisiens ont présenté ces événements comme la preuve que les Américains voudraient renverser le régime Déby et qu'ils soutiendraient plus ou moins les rebelles (1). Il est cependant bien plus probable qu'ils cherchent avant tout à maintenir la stabilité du pays pour assurer la bonne marche de l'exploitation pétrolière. C'est en tout cas ce qui ressort des déclarations officielles tant du vice-secrétaire d'Etat américain aux Affaires africaines dépêché à N'Djamena que de la ministre française à la coopération. Quant aux affirmations de source gouvernementale tchadienne selon lesquelles la Chine armerait les rebelles, soit pour mettre la main sur le pétrole local, soit pour punir N'Djamena de ses liens diplomatiques avec Taiwan, elles relèvent de la propagande d'un gouvernement qui essaye maladroitement de camoufler que les racines de la crise sont avant tout internes.

Mais il n'en reste pas moins que l'implication et les rivalités des différents impérialismes dans la région sont, elles, bien réelles et qu'elles ne feront que s'accroître à l'avenir comme partout où se trouve du pétrole ou d'autres ressources indispensables à l'économie capitaliste. Et comme toujours ce sont les populations locales et les prolétaires au premier chef qui sont les victimes du pillage impérialiste.

L'impérialisme français qui depuis l'indépendance continue à tenir le Tchad entre ses griffes, appuyant tel ou tel chef de guerre pourvu que sa domination économique ne soit pas remise en cause, est le premier responsable de la situation misérable dans laquelle se trouvent les masses déshéritées de son ancienne colonie. Les gouvernements de droite comme de gauche n'ont jamais hésité à envoyer des corps expéditionnaires se battre au Tchad. Après une première campagne militaire de 1969 à 1971 pour sauver le régime de Tombalbaye menacé par les guérillas, et une deuxième intervention en 1978 en faveur du tombeur de celui-ci, c'est un gouvernement de gauche qui, en 1984, déclen-

chait au Tchad «la plus importante intervention de la France en Afrique depuis la guerre d'Algérie», selon une fière déclaration de Mitterrand qui savait de quoi il parlait. Il s'agissait alors de faire pièce aux ambitions libyennes, mais aussi de ne pas laisser le champ libre aux Américains (2). Depuis lors les militaires français n'ont plus jamais quitté le sol tchadien. Après leur repli de Centrafrique, les soldats français se sont même concentrés au Tchad voisin pour y garantir l'ordre nécessaire à l'exploitation pétrolière et contenir l'influence américaine.

Cette pesante et omniprésente domination dont font les populations sont les victimes impose aux prolétaires d'ici des responsabilités particulières: dénoncer et combattre toutes les exactions de «notre» impérialisme, soutenir les luttes contre celui-ci à condition que ce soit sur la base de l'internationalisme prolétarien et non du suivisme par rapport aux différents mouvements bourgeois d'opposition (3) qui ne songent qu'à prendre la place des actuels dirigeants pour continuer à mettre le pays en coupe réglée en collaboration avec l'impérialisme. C'est une nécessité y compris pour unifier les rangs prolétaires dans la métropole où une partie importante des travailleurs sont originaires des anciennes colonies françaises.

Non à l'intervention militaire française au Tchad!

Impérialisme français hors du Tchad et de l'Afrique!

(1) Voir par exemple «Jeune Afrique» n°2364 (30 avril - 6 mai 2006). Reconnaisant malgré tout l'accord actuel franco-américain en soutien à Déby, le journal cite un diplomate français selon qui cet accord ne serait que «conjuncturel».

(2) cf «Le Proletaire» n° 376 (janvier 1984).

(3) Comme le SCUD (animé par d'anciens membres du clan au pouvoir) ou le FUC dont l'un des dirigeants a déclaré qu'il avait fait l'erreur de ne pas «assurer la France» avant d'attaquer N'Djamena, c'est-à-dire de ne pas avoir donné des gages à l'impérialisme tricolore...

SOUSCRIPTION PERMANENTE 2ème liste 2006

Alain: 10,00 / AVVN: 7,50 / Brest: 27,50 / David: 20,00 / Guihenaf: 10,60 / Joël: 22,50 / Paris: 530,00. Réunion: 83,00 / Paul: 40,00 / PP: 20,00 / Roger: 35,90 / Rozen: 35,10 / Sebilo: 21,20 / En souvenir de Luxemburg et Liebknecht: 5,30 / Victor: 170,00
Total liste: 1053,60 Euros
Total général: 1385,20 Euros

Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris:
pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.
Presles: stand et forum à la Fête de Lutte ouvrière, les 3,4 et 5 juin

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «proletaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **programme communiste** (Revue théorique), le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**

La grève des marins d'Irish Ferries

(Suite de la page 7)

leur rôle réel de fossoyeurs des luttes, ils vont surtout permettre à IF de pouvoir licencier dès la fin de l'accord. Aux marins les moins déterminés à rester, IF proposera la carotte des primes de départ et pourra engager des travailleurs lettons sous des conditions plus favorables au niveau salarial et de temps de travail et certainement plus docile compte tenu de la précarité et fragilité de leur statut.

Après cet accord entre bonzes et patrons, la grande victoire pour l'IF sera aussi de pouvoir passer les ferries sous le pavillon de complaisance FOC chypriote. A partir de là, même les travailleurs lettons engagés pourraient être déclarés trop coûteux...

C'est donc grâce au travail de sape et à la

collaboration des syndicats que la direction d'Irish Ferries, qui n'a pas eu besoin de l'aide du gouvernement comme la SNCM pour lancer des menaces de mise en faillite, a gagné. Dans ce conflit aussi, les syndicats ont décidé de faire une de ces misérables journées d'action pour mieux enterrer le mouvement au lieu d'unifier celui-ci aux luttes en cours des deux côtés de la mer d'Irlande et d'étendre la lutte et la grève, protégeant ainsi les intérêts de l'entreprise et de l'économie «nationale» et non ceux des marins. Comme en France et ailleurs - l'opportunisme étant le même partout - les larbins au service du patronat et du capital que sont les bureaucrates syndicaux, ont donc fait capoter la grève pour ne pas fragiliser l'économie du «tigre celtique», en proie notamment depuis plusieurs mois à des difficultés dans le secteur du textile, causant de nombreuses pertes d'emploi. Mais si cette défaite annonce une

nouvelle extension de la précarité, **elle risque aussi d'accroître l'idéologie nationaliste au sein des travailleurs car les syndicats ont surtout dirigé leurs mots d'ordre de défense des marins irlandais et gallois contre les travailleurs étrangers** à la manière du syndicat des marins CGT en France qui n'hésite pas à défilé sous la banderole «marins français, pavillon national».

Tant que les marins, comme tous les autres travailleurs, et même si ce le conflit a permis d'écorner le modèle de partenariat social entre patronat et syndicats en Eire qui existe depuis 20 ans, continueront de se laisser guider par les bureaucrates syndicaux qui négocient dans leur dos et défendent non pas leurs intérêts mais, par le biais d'une idéologie corporatiste et chauvine, ceux de l'économie et du patronat, donc de la paix sociale, ils connaîtront de nouvelles désillusions et surtout de nouvelles défaites.